

**Manuel CASTELLS**

Sociologue espagnol, professeur de sociologie et de planification urbaine et régionale  
depuis 1979 à l'Université de Californie à Berkeley

(1975)

# Luttes urbaines et pouvoir politique

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**  
CHICOUTIMI, QUÉBEC  
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.  
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,  
Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca).  
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales :  
[http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_toussaint\\_rejeanne.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html)

à partir du texte de :

Manuel Castells

### **Lutttes urbaines et pouvoir politique.**

Paris : François Maspero, Éditeur, 1972, 1975, 123 pp. Collection : Petite collection Maspero, no 12.

L'auteur nous a accordé le 12 avril 2021 son autorisation de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Manuel Castells: [castells@usc.edu](mailto:castells@usc.edu)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

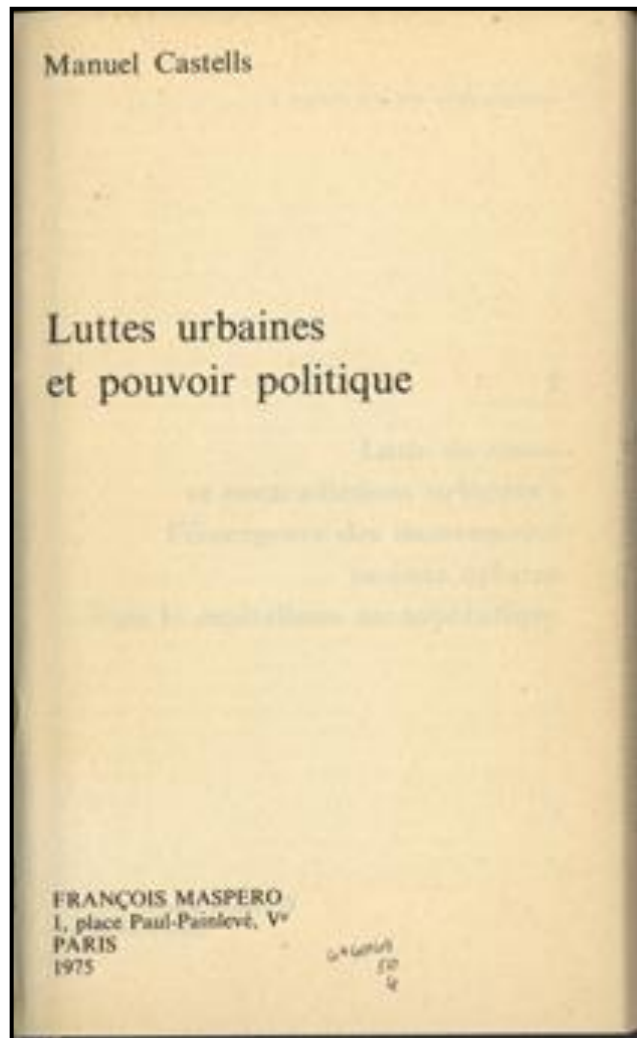
Édition numérique réalisée le 18 juin 2024 à Chicoutimi, Québec.



## Manuel CASTELLS

Sociologue espagnol, professeur de sociologie et de planification urbaine et régionale depuis 1979 à l'Université de Californie à Berkeley

### LUTTES URBAINES ET POUVOIR POLITIQUE.



Paris : François Maspero, Éditeur, 1972, 1975, 123 pp. Collection : Petite collection Maspero, no 12.

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[2]

## DU MÊME AUTEUR

*[La question urbaine](#)*, Maspero, Paris, 1972. Nouvelle édition, 1975.

*Monopolville, l'entreprise, l'État, l'urbain*, Mouton : Paris, 1974  
(avec Francis Godard).

*La Lucha de clases en Chile*, Siglo XXI, Buenos Aires, 1974.

*Planificación, participación y cambio social en America Latina*,  
éditions Siap, Planteos, Buenos Aires, 1975.

*Sociologie de l'espace industriel*, Anthropos, Paris, 1975.

[3]

Manuel Castells

# Luittes urbaines et pouvoir politique

FRANÇOIS MASPERO  
1, place Paul-Painlevé, V<sup>e</sup>  
PARIS  
1975



[123]

## Luittes urbaines et pouvoir politique

# Table des matières

- Chapitre I. [Lutte de classe et contradictions urbaines : l'émergence des mouvements sociaux urbains dans le capitalisme monopolistique](#) [5]
- Chapitre II. [La structure interne d'un mouvement social urbain : la lutte contre la « rénovation-déportation » dans la ville de Paris](#) [19]
1. [Paris, le peuple et les marchands de villes](#) [20]
  2. [Le bulldozer ne passera pas !](#) [25]
  3. [Les dessous de la lutte : Pourquoi on gagne, pourquoi on perd ou « Comment on fait l'histoire »](#) [42]
- Chapitre III. [Revendication urbaine et action politique dans les comités de citoyens à Montréal](#) [47]
- [De l'aide sociale à la lutte revendicative](#) [49]
- [Le scandale de la ville de Montréal](#) [51]
- [Une politisation municipale : le F.R.A.P. et ses ambiguïtés](#) [53]
- [La crise politique québécoise et le mouvement populaire](#) [55]
- [Entre la charité et l'idéologie](#) [58]
- [La liaison entre lutte urbaine et lutte politique](#) [62]
- Chapitre IV. [Mystification idéologique et contradictions sociales : le mouvement d'action écologique aux U.S.A.](#) [69]
- [L'action écologique : des élites passéistes au mouvement de contestation](#) [72]
- [Les grandes manœuvres de l'« éco-establishment »](#) [77]
- [La critique de gauche : Idéologie de l'environnement et nouvelles formes du profit capitaliste](#) [79]

[Et pourtant...](#) [82]

[Typologie des mouvements de défense de l'environnement : quelques exemples](#) [84]

[Les composantes internes du mouvement écologique ou « Pourquoi tout le monde semble être d'accord »](#) [87]

Chapitre V. [De la prise de la ville à la prise du pouvoir : lutte urbaine et lutte révolutionnaire dans le mouvement des pobladores au Chili](#) [91]

[Lutte de classe, conjoncture politique et occupation de terrains urbains](#) [94]

[Organisation sociale des campements et transformation du mode de vie](#) [99]

[La liaison entre les pratiques revendicatives des squatters et l'ensemble des contradictions sociales](#) [106]

[Les facteurs sociaux du succès des différentes lignes politiques dans le mouvement de squatters](#) [111]

Chapitre VI. [La conclusion est dans la rue](#) [117]

[5]

À Nuria  
et à la ville qu'elle construira

[5]

**Lutttes urbaines et pouvoir politique**

## **Chapitre I**

---

Lutttes de classe  
et contradictions urbaines :  
l'émergence des mouvements  
sociaux urbains  
dans le capitalisme monopolistique

[Retour à la table des matières](#)

[6]

Soudain, la rumeur sourde et régulière de la circulation urbaine a été brisée par un branle-bas confus de pas, de voix, de cris, de bruits de métal et de verre. Le flot des voitures s'est arrêté, des attroupements se forment, la masse en mouvement grandit, des morceaux de toile, de papier, de bois parlent d'eux. Et de leur ville. En face, les éternelles têtes casquées, l'ordre au bout de la matraque, le pas cadencé, et bientôt la charge, la violence, le refus. Parfois le gaz, parfois le sang, parfois le claquement sourd d'une arme à feu. Toujours, sous ces formes diverses, le choc. Entre ceux qui parlent d'eux et ceux qui parlent de ceux qui donnent les ordres. Entre ceux qui veulent changer de vie et ceux qui veulent rétablir cette rumeur sourde d'une circulation régulière au rythme quotidien des choses qui se passent sans passer.

Dans la rue, dans leur rue, brandissant le pourquoi de leur colère, ils sont des milliers sur les pavés des rues vieilles du quartier des Marolles à Bruxelles à refuser de voir s'élever les bureaux en verre et en acier des grands trusts du Marché commun sur les débris de ces maisons et de ces tavernes qu'on occupe et qu'on fait vivre depuis des centaines d'années. Et ils gagneront. Dans la rue du centre délabré par la logique de la rentabilité des prix fonciers, ils sont aussi des milliers de noirs américains à s'opposer à la démolition d'une bonne partie du ghetto de Newark (New Jersey) pour qu'on y construise une école de médecine où iront les enfants des « autres » qui s'occuperont, plus tard, de soigner les enfants des « autres ». Et ils gagneront. Mais il aura fallu auparavant les émeutes de 1967 et des dizaines de morts...

Dans la rue, sur la rue, ils sont des milliers de familles ouvrières, à Santa Coloma de Gramanet (banlieue industrielle de Barcelone, Espagne), à se battre pendant [7] des heures contre la garde civile fasciste pour réclamer le droit d'avoir un hôpital, un seul, pour une ville de plus de cent mille personnes. Il y aura des dizaines de blessés graves. Ils gagneront.

Et c'est aussi dans la rue de Milan que des étudiants et des mal-logés italiens se sont battus contre la police pour que des logements leur soient attribués ; c'est dans la rue de Bogota que les Colombiens par milliers ont protesté en plantant leurs maquettes-miniatures représentant ces quartiers propres et verdoyants tant de fois promis par la propagande électorale. Et c'est dans la rue que des Suédois amateurs de la nature ont protégé de leur corps un arbre qu'on voulait abattre sur une place de Stockholm ; que de jeunes Parisiens ont fait la fête pour préserver ces pavillons des Halles condamnés à être remplacés par des sièges financiers, que de jeunes Américains ont, dans un geste symbolique, enterré un moteur de voiture, source de pollution et du rythme effréné de la « vie moderne ».

Tel est le tableau, contrasté et confus, où s'entremêlent les nouvelles contradictions sociales et le boy-scoutisme, le refus des nouvelles formes d'oppression et le passéisme, la lutte révolutionnaire et la défense du statut social du voisinage. En tout état de cause, quand de jour en jour, dans tous les pays, on voit augmenter le nombre, la dimension et l'intensité de ces mobilisations populaires portant sur le « cadre de vie », sur les formes et les rythmes de la vie quotidienne, il semble logique de conclure à l'émergence d'une nouvelle forme de conflit social directement lié à l'organisation collective du mode de vie.

On assiste ainsi au surgissement et à la généralisation progressive de *mouvements sociaux urbains, c'est-à-dire de systèmes de pratiques sociales contradictoires qui remettent en cause l'ordre établi à partir des contradictions spécifiques de la problématique urbaine.*

Mais qu'entend-on par « problématique urbaine » ? Ce [8] n'est sûrement pas « tout ce qui se passe dans les villes », car, notre société devenant de plus en plus complètement urbanisée, il n'y aurait pas du tout de spécificité des questions posées, et le terme serait inutile parce que trop général. Quand on parle de « problèmes urbains », on se réfère plutôt, aussi bien dans les « sciences sociales » que dans le langage commun, à toute une série d'actes et de situations de la vie quotidienne dont le déroulement et les caractéristiques dépendent étroitement de l'organisation sociale générale. Ce sont, effectivement, à un premier niveau, les conditions de logement de la population, l'accès aux équipements collectifs (écoles, hôpitaux, crèches, jardins, aires sportives, centres culturels, etc.) dans une gamme de problèmes qui vont des conditions de sécurité dans les immeubles (où l'on assiste de plus en plus

à des « accidents mortels collectifs ») au contenu des activités culturelles des centres de jeunes, reproductrices de l'idéologie dominante.

Il s'agit aussi bien d'autres moments de la vie de chaque jour. Ce sont pour des millions d'hommes les longues heures harassantes de transport, le matin et le soir, pressés dans un wagon par une foule sans visage, s'étirant dans un couloir de métro, le pas rapide, vers une échéance minutée ou, alors, impuissants dans un flot de voitures immobiles où les moteurs tournent et se dépensent pour reproduire ce geste dans une prochaine voiture plutôt que pour vaincre la distance. C'est aussi le temps fractionné de la journée, la séparation fonctionnelle des différentes activités, le voyage au *shopping center* et la course angoissée aux centres de la ville, où se concentre le monde de l'évasion. C'est l'isolement des banlieues pavillonnaires ou la solitude des grands ensembles d'habitation où se juxtaposent les noyaux d'existence individuels et incommunicables. C'est aussi le laissé-pour-compte de certains groupes sociaux spécifiques. Ainsi en est-il des vieux : alors même que la rénovation tend à briser les vieilles communautés de quartier où ils avaient tissé leur [9] réseau de relations sociales, le nouveau système d'échanges n'est plus localisé sur un espace restreint et demande l'utilisation intensive d'un réseau de transports qui ne leur est nullement adapté, que ce soit collectivement ou individuellement. C'est aussi la situation des minorités ethniques qui, d'une part, non seulement subissent la discrimination dans l'habitat, mais encore qui paient, à cause de cela, très cher leurs taudis, aux marchands de sommeil, tandis qu'ils sont aux prises constamment avec des opérations urbanistiques tendant à briser la formation de communautés ethniques sans pour autant toucher les mécanismes sociaux qui sont à la base de la discrimination. Ce sont les adolescents, oscillant sans arrêt entre une organisation urbaine où les équipements et les transports ne prévoient pas d'âge intermédiaire entre l'enfant et l'adulte et, par ailleurs, des « ghettos pour jeunes », rentables en fonction de la commercialisation de la déviance. Ou encore, ce sont ces femmes ouvertes à la vie, mais que l'absence de crèches et de garderies, le non-aménagement des horaires, la persistance du modèle culturel phallocratique au niveau du mode de consommation clouent au foyer et ne leur laissent d'autre choix que la soumission abrutissante ou l'isolement vite devenu névrose.

Cet ensemble de phénomènes forme un tout. Ce ne sont pas des faits divers d'une civilisation en crise. Ils constituent un processus social

structuré dont la logique et l'unité découlent du développement progressif de nouvelles contradictions sociales dans les sociétés capitalistes <sup>1</sup>. En effet, la concentration accélérée des moyens de [10] production, la constitution de trusts économiques et financiers, de grandes organisations de production et de gestion de la production, liées à une interpénétration grandissante d'un appareil d'État qui devient omniprésent — en un mot, la constitution du capitalisme monopoliste d'État et son articulation sur le plan mondial ont comme effet direct la concentration progressive des grandes masses de population dans les régions métropolitaines et la constitution de vastes unités collectives d'organisation de la vie quotidienne correspondant à cette concentration de force de travail. Si ce processus est fortement amorcé dès le début de l'industrialisation capitaliste, la phase actuelle présente des caractéristiques qui lui donnent une importance particulière en tant que source de contradictions.

L'influence de la vie quotidienne sur la capacité productive, et sur la vie de travail en général, est de plus en plus décisive : pour la main-d'œuvre très qualifiée, du fait du rapport direct entretenu entre le mode de vie et la composante intellectuelle des nouvelles tâches ; pour la masse de main-d'œuvre sous-qualifiée employée au rabais, parce que la machine productive est devenue tellement complexe et les relations en chaîne tellement intenses que la production ne supporterait pas les à-coups d'une vie quotidienne hors travail qui ne serait pas soigneusement réglée. Mais de quel « réglage » s'agit-il ? Ce n'est pas la satisfaction des désirs du peuple qui compte, dans cette perspective, c'est un fonctionnement efficace de l'appareil productif, *en dépit des conséquences d'un tel fonctionnement sur la vie des travailleurs* : ainsi, l'essentiel sera que les transports urbains fassent arriver à l'heure dans les différentes zones de travail le nombre suffisant de résidents extra-urbains, même s'ils arrivent entassés et s'ils doivent perdre deux heures par jour de leur temps libre.

---

<sup>1</sup> Attention ! Il ne s'agit pas de nier que des « problèmes urbains » et des « mouvements sociaux » puissent avoir lieu dans les sociétés dites socialistes. Mais il s'agit là, selon nous, d'une problématique très différente et qui demande de nombreuses spécifications préalables. Nous nous « limitons » dans cet ouvrage à montrer l'émergence de nouvelles formes de conflit social dans des sociétés capitalistes actuelles, à différents niveaux de développement économique et dans des conjonctures politiques très diverses.



Toutefois, cette logique ne peut pas être développée jusqu'aux dernières conséquences, car notre société n'est [11] pas pur développement de la logique d'un système, mais rapport de forces entre classes sociales en fonction de leurs intérêts respectifs. Or, le développement du capitalisme est allé de pair avec le développement du mouvement ouvrier et démocratique, et avec la conquête par celui-ci, au moins dans certains pays, de libertés politiques et de garanties sociales, en ce qui concerne le niveau de vie. On débouche ainsi sur l'exigence sociale historiquement définie d'une série de droits à la vie (logement, équipement, santé, culture, etc.) arrachés à la bourgeoisie et aux appareils d'État et dont le traitement social devient de plus en plus collectif et interdépendant. Voilà qui est à la base d'une contradiction fondamentale, car cet ensemble de « besoins collectifs » s'accroît de plus en plus avec l'évolution sociale (à la fois pour des raisons économiques et de lutte des classes), alors même qu'il est, en général, un secteur non rentable pour l'investissement capitaliste qui, étendu à la consommation, prend pour cible la consommation individuelle où la demande solvable anticipée est beaucoup plus manipulable. *La consommation collective* (logement, équipements, transports, etc.) *devient ainsi à la fois élément fonctionnel indispensable, objet permanent de revendications et secteur déficitaire en économie capitaliste.*

Mais le processus de consommation collective développe aussi une deuxième contradiction : celle entre le mode individuel d'appropriation des conditions de vie (« chacun vit sa vie ») et le mode collectif de gestion de ce processus, dans la mesure où l'organisation urbaine forme un tout, et il est impensable de traiter les problèmes du logement séparément de ceux du transport, et les deux en faisant abstraction de la création de nouveaux centres. Mais cette collectivisation objective de la gestion urbaine est contrecarrée, d'une part, par le caractère privé et parcellaire des agents économiques intervenant dans le processus ; d'autre part, par le décalage entre la globalité des problèmes et les unités de gestion administrative, [12] fondées sur l'appartenance à des communautés résidentielles et inégalement présentes au niveau politique général.

Ces deux contradictions déterminent *la présence massive et nécessaire de l'État dans le traitement et la gestion des problèmes urbains*, en tant qu'investisseur sur le plan économique, en tant qu'administrateur sur les plans technique et politique. Par ce biais, *l'État joue le rôle*

*de véritable « aménageur » de la vie quotidienne des masses et, sous couverture de « l'organisation de l'espace », c'est vraiment de la pré-détermination du temps vécu qu'il s'agit.* Mais, de manière correspondante, cette globalisation des contradictions urbaines et leur prise en main systématique par l'administration à tous ses niveaux politisent de façon directe la question urbaine et en font un des axes du changement social dans nos sociétés.

Devant le développement de ce nouveau champ de contradictions, on assiste à une tentative de gestion et de prévision de ces problèmes à travers un ensemble de mesures, institutions, pratiques, qui forment ce que l'on peut appeler le *système de planification urbaine*, à travers lequel l'appareil d'État prétend résoudre les goulots d'étranglement, dépasser les contradictions et apaiser les conflits, au nom d'une rationalité technique à travers laquelle des intérêts sociaux divergents pourraient être conciliés. Plus encore, dans la mesure où il s'agit d'une problématique relativement nouvelle, où les intérêts de classe ont très souvent une expression indirecte, et qui est présentée comme un résultat inéluctable de la complexité croissante de la vie moderne (l'urbanisation étant considérée comme un processus quasi naturel...), on assiste à une tendance générale à présenter comme « urbains » toutes sortes de problèmes et de conflits (depuis la « criminalité » jusqu'à la révolte des minorités ethniques) et, c'est là l'objectif, à leur appliquer en conséquence un traitement « technique, neutre, rationnel », tel que la planification urbaine se veut.

[13]

Dans le développement de cette logique, puisque l'urbain est devenu l'expression concentrée du mode de vie et que la manière de dépasser les contradictions repose dans la planification urbaine, celle-ci est saisie comme instrument privilégié de changement social, et la manipulation d'espaces bâtis et de flux de transports apparaît comme moyen de construire, sur les plus belles idées, et de manière concrète et apolitique, l'avenir des hommes.

Or, les analyses concrètes des opérations de planification urbaine et de l'urbanisme concluent, en général, à l'impossibilité de réalisation des plans, du fait de leur opposition à des situations sociales acquises, ou à la réalisation d'intérêts spécifiques, économiques, politiques, idéologiques, d'une classe, ou fraction du bloc social dominant dans la

conjoncture historique <sup>2</sup> — ce qui rappelle cette vérité élémentaire qu'il n'y a pas de rationalité technique en dehors de l'histoire concrète et que toute intervention de l'État dans l'organisation de la vie sociale se fait à partir et dans la logique des forces sociales en présence. Et s'il est vrai que l'État exprime, *en dernière instance et à travers toutes les médiations nécessaires*, les intérêts d'ensemble des classes dominantes, la planification urbaine ne peut pas être un instrument de changement social, mais de domination, d'intégration et de *régulation des contradictions*, et ses effets sont à analyser du point de vue social, et non par rapport à un chimérique « ordre spatial ».

Une telle analyse ne doit pas se confondre avec une pure critique de l'« absence de participation » dans les décisions urbaines. En effet, rien n'empêche les technocrates urbains de doubler le système de planification d'un « système de participation » où les bons citoyens discutent, entre eux, des détails d'application des normes générales ou essaient d'obtenir des aménagements mineurs dans [14] les cas de crise, toujours « raisonnables » et toujours convaincus de la raison supérieure des impératifs techniques qu'on leur présente comme inéluctables.

Par contre, il y a processus de changement social à partir de ce nouveau champ de contradictions urbaines quand, sur la base de ces thèmes, une mobilisation populaire s'opère, que des intérêts sociaux deviennent volonté politique et que d'autres formes d'organisation de la consommation collective, en contradiction avec la logique sociale dominante, sont mises en place. *Ainsi, les mouvements sociaux urbains, et non les institutions de planification, sont les véritables sources de changement et d'innovation de la ville.* Il reste à savoir s'il y a possibilité d'un changement de l'urbain indépendamment d'un changement social, donc politique, global. La question ne peut pas être traitée en général ni d'un seul bloc, mais en étudiant l'articulation entre les mouvements sociaux liés à la production, les mouvements sociaux urbains et les mouvements politiques tout au long d'un processus. S'il est clair qu'il n'y a pas de transformation profonde possible de la logique d'une société sans transformation de la domination de classe et, par conséquent, sans renversement du rapport de pouvoir politique, il peut y avoir, dans le processus général de transformation (qui d'ailleurs ne

---

<sup>2</sup> Voir, à ce sujet, les travaux publiés sur la sociologie de la planification urbaine dans les deux numéros spéciaux de *Sociologie du travail*, avril 1969, avril 1970.

s'arrête pas avec la prise de pouvoir), des phases et des batailles particulières qui peuvent changer, de façon toujours instable et partielle, la logique générale de l'organisation urbaine.

La problématique des mouvements sociaux urbains se situe donc sur un double plan : d'une part, en tant qu'analyse des processus sociaux de changement des modes de consommation collective exprimés dans l'organisation urbaine ; d'autre part, en tant que saisie des formes d'articulation entre les nouvelles contradictions sociales qui apparaissent dans les sociétés industrielles capitalistes et les contradictions économiques et politiques à la base de leur structure sociale.

[15]

Or, si tout le monde s'accorde à reconnaître l'importance et l'actualité de la question ainsi soulevée, les « sciences sociales » sont largement absentes dans le traitement de cette problématique, car, dépendantes des institutions politiques et des intérêts économiques, elles se sont surtout intéressées à la formulation de recettes techniques parmi les planificateurs ou à l'analyse des « problèmes humains » posés par l'intégration sociale des divergences ou des réactions interprétées comme de simples « résistances au changement » de la part de gens inadaptés à la vie moderne... Dans ce mélange de technocratie et d'assistance sociale, il restait peu de place pour une problématique politique. Ainsi, alors que les institutions, les études et les fonds de recherche s'accumulaient en ce qui concerne l'« aménagement urbain », l'observation et l'analyse des mouvements de révolte, de contestation et de lutte politique, sur la consommation collective, sont restés soit ignorés, soit saisis en tant qu'événement, comme fait divers, comme réaction irrationnelle dont on espère qu'on pourra bientôt se passer (la police y veillera) pour laisser le champ libre aux urbanistes qui croient toujours que « le pouvoir est au bout du crayon ». Voilà pourquoi, à partir du moment où l'on part de l'hypothèse selon laquelle les villes sont faites par les hommes, c'est-à-dire les classes sociales, même si cela se produit suivant des processus socialement déterminés, on se trouve à la fois devant un vide total de références théoriques ou de recherches scientifiques, et submergé par une vague de vie et de chaleur, par un véritable flot de luttes et de situations qui réclament, par leur présence, à la fois un bilan et une popularisation, un échange d'expériences et une analyse qui permettent de les élever à un niveau supérieur de conscience.

Cela expliquera peut-être notre manière de procéder. Plutôt qu'analyser des théories et des travaux, inexistant par rapport à notre thèse, il faut partir de la pratique sociale, des exemples récents de mobilisations populaires [16] portant sur les problèmes urbains, en essayant, à chaque fois, de dégager les lignes de force du processus observé et de généraliser leur portée à travers un début d'analyse théorique.

Pour ce faire, nous avons préféré nous centrer sur l'analyse approfondie de quelques expériences significatives, plutôt que de faire un bilan général des luttes récentes à travers le monde, qui serait de toute façon incomplet et partiel.

Mais le choix des situations présentées répond à une certaine intention théorique qu'il faut expliciter. Car, s'il est vrai que ces quatre situations ont été connues directement par nous-mêmes, à travers des recherches précises, des expériences vécues, parfois des luttes partagées, elles permettent, de façon exemplaire, d'étudier le rapport entre lutte urbaine, lutte politique et problématique mythique de l'urbain. Ainsi, la lutte contre la rénovation urbaine à Paris, même menée par des militants politiques, reste une bataille spécifiquement urbaine, ce qui permet à la fois d'étudier l'anatomie d'un mouvement social urbain et de tracer les limites sociales d'une orientation aussi spécifique. C'est l'inverse en ce qui concerne l'expérience historique des comités de citoyens au Québec : résorbée et exprimée par un front spécifiquement politique, la lutte urbaine perd son autonomie tout en marquant de manière décisive le mouvement politique ainsi engagé. Par contre ; le mouvement écologique aux U.S.A. est l'exemple même d'une mobilisation qui, bien que renvoyant à des questions d'une réelle importance, se développe sur des bases directement liées à l'idéologie dominante et se perd dans la recherche d'une pseudo-contradiction parfaitement fantasmagorique dans les termes où elle a été posée. C'est au Chili de l'Unité populaire, au sein du « Mouvement de *pobladores* » que la liaison entre lutte de classe, lutte urbaine et lutte politique a été établie suivant une diversité de situations et d'orientations dont la richesse permet d'émettre des hypothèses quant aux conditions [17] sociales d'articulation entre ces différents champs contradictoires.

Ainsi, Paris, Montréal, U.S.A., Chili ne sont pas des « cas » sur lesquels on porte un témoignage, mais des expressions historiques particulières d'un processus à la fois général et complexe : celui par lequel la lutte de classe et les problèmes urbains se lient de façon étroite en

développant de nouvelles contradictions sociales qui sont au cœur de notre vie de tous les jours.

[18]

[19]

**Lutttes urbaines et pouvoir politique**

## **Chapitre II**

---

La structure interne  
d'un mouvement social urbain  
la lutte contre la « rénovation-déporta-  
tion » dans la ville de Paris

[Retour à la table des matières](#)

[20]

## 1. Paris, le peuple et les marchands de villes

[Retour à la table des matières](#)

Paris n'est plus Paris. De grands ensembles construits à la hâte en rase campagne et reliés par de lourdes heures de transport aux lieux de travail, des banlieues pavillonnaires sans équipements collectifs, des faubourgs ouvriers faits de pluie, de fumée et de pavés, tel est le cadre de vie réel de plus de deux tiers des quelque dix millions d'habitants de la région parisienne. Et pourtant, le centre de l'agglomération, la ville de Paris, étale toujours la vie le long des boulevards, invite aux meilleurs films du monde, aux mille bistrots, aux plus belles prostituées, aux spectacles de toutes sortes, aux librairies ouvertes aux passants (peut-être aussi aux dépôts d'art et d'histoire), mais surtout au contact des promeneurs et à ce mélange étonnant de sous-cultures, des snobs aux ouvriers immigrés, en passant par les apprentis-hippies, les étudiants et le vieux retraité accompagnant son chien. C'est vrai que dans cette ville lumière, on dispose de moins de 2 m<sup>2</sup> d'espaces verts accessibles par personne (New York : 19 m<sup>2</sup>), que les autobus publics roulent à 9 km/h, que les conditions de logement sont parmi les pires des grandes capitales européennes. C'est vrai aussi que des journées de travail épuisantes, une vie au rythme du « métro-boulot-dodo » ne laissent guère le temps de flâner. Il reste que le cœur de l'agglomération parisienne n'a pas suivi le processus de détérioration des centres-villes américains et qu'il est à la fois l'espace socialement valorisé, de par sa charge symbolique (historique et culturelle) et celui où se concentrent les équipements, les commerces, les loisirs, non seulement de la région, mais, pour certaines activités, de la France et même de l'Europe. La ségrégation [21] urbaine, la capacité différentielle d'accès aux moyens de consommation collective, s'expriment à Paris suivant une opposition ville centrale (relativement mieux équipée) — banlieue (sous-équipée). Ainsi, habiter Paris devient un privilège, et, par conséquent, une offre



démesurée se porte sur un habitat ancien et largement dégradé par manque d'entretien des propriétaires qui ont en fait intérêt à vendre aux sociétés immobilières, aux dépens des droits des locataires.

Mais, dans une société de classes, l'exercice d'un privilège revient aux privilégiés — ce qui, en économie capitaliste, veut dire : à ceux qui disposent d'un haut revenu du fait de la place qu'ils occupent dans la société. Toutefois, cette logique de l'argent se heurte aux situations acquises par le mouvement de l'histoire et concrètement, dans le cas de la ville de Paris, à l'occupation de larges secteurs de cet espace par une population ouvrière, à moyenne d'âge plus élevée qu'ailleurs, et très souvent protégée par la longue durée de leur séjour dans les lieux, avec un loyer relativement modéré du fait de la loi de la limitation des loyers imposée en 1948 par la pression des masses populaires.

Or, cet espace central a encore d'autres sollicitations bien plus puissantes. Car Paris n'est pas seulement un lieu d'agrément. Il est aussi centre directionnel de l'économie et haut lieu d'une administration en croissance ininterrompue. Ainsi, les bureaux remplacent, à un rythme accru, industries et logements, se heurtant pourtant, dans le prolongement de la tendance actuelle, au même problème : les nouvelles constructions doivent se faire non sur un espace vide (sauf dans les rares cas de libération de terrains industriels), mais sur un espace construit et d'une très grande densité de population (32 000 habitants au km<sup>2</sup>). Alors ?

Alors, imaginez que vous êtes un promoteur immobilier, que vous avez la possibilité de construire toute [22] une nouvelle ville à la fois pour les plus grandes firmes internationales (bureaux, grandes surfaces commerciales) et pour les couches supérieures de la société française (logements de luxe, équipements de standing) ; imaginez que votre demande est toute prête et que les millions font la queue devant votre guichet-vente en plastique coloré... Hélas ! cet espace si convoité est occupé, tassé, saturé par un magma du passé : ouvriers, petites boutiques, cafés à quatre sous, vieux, enfants jouant au football dans la rue, le tout pataugeant dans la crasse — petites vies, images d'une époque périmée à l'âge du profit ennoblé par la prouesse technologique. De plus, dans les interstices de ce monde croulant, se sont faufileés les nouveaux parias, les travailleurs immigrés, les « réprouvés de la ville », traqués, incompréhensifs et incompréhensibles, se tenant dans leurs trous de nuits

de fatigue et polluant encore plus ces pierres si chargées de l'histoire d'un peuple et, surtout, si pleines de promesses d'un avenir en or...

Alors, si vous êtes promoteur, donc banquier, donc financier, vous pensez bulldozer. Et un nouveau Paris pourrait naître tout de suite. Malheureusement pour vous, les choses ne sont pas si simples : tout puisant que vous soyez, Monsieur le financier, il y a une série de normes juridiques, de besoins fonctionnels, de situations politiques que l'appareil d'État, toujours soucieux d'assurer votre domination dans l'équilibre social, doit préserver. Et puis, l'envergure du projet et les frais annexes (indemnisations, démolition, raccordement aux services urbains) sont tels que l'initiative privée a besoin d'être épaulée par l'administration dans cette entreprise de « modernité coûte que coûte ».

De son côté, l'administration de la Ville de Paris, tout en partageant l'essentiel des tendances prospectives, et des promoteurs, et de l'évolution d'ensemble de la structure urbaine parisienne, a des problèmes particuliers : par exemple, la transformation accélérée de l'espace parisien [23] exige un aménagement des services, des transports, des permis de construire, le groupement des travaux en tranches, en secteurs, etc. Mais surtout, dans la mesure où la Ville de Paris est en fait le gouvernement français, Paris étant la seule ville française à ne pas avoir une autonomie locale depuis la Commune de 1871, des intérêts politiques sont en jeu : implanter dans cet espace une population qui serve d'assise électorale au parti du gouvernement (car l'U.D.R., majoritaire aux élections parlementaires depuis 1958, a toujours échoué dans ses tentatives d'organiser une base locale stable) et qui condamne à l'isolement le nouveau mouvement révolutionnaire issu de Mai 1968 et qui, pour le moment, trouve dans les grandes concentrations dans les rues de Paris la seule expression organisée et unitaire de sa force potentielle.

Ainsi, de la convergence des tendances de l'organisation spatiale dans une économie capitaliste développée, des intérêts financiers des sociétés immobilières et des intérêts idéologico-politiques de l'appareil d'État, est né le grand programme public de rénovation urbaine qui porte le titre significatif de « Reconquête urbaine de Paris ». Démarrant lentement dès 1956, battant son plein de 1964 à 1970 et passant ultérieurement le relais aux opérations privées, mais soutenues par l'administration, la Reconquête urbaine se présentait sous le couvert de l'élimination des taudis. En fait, il n'en est rien : les secteurs les plus détériorés ne sont pas rénovés. Par contre, le sont ceux où la population

ouvrière et immigrée est la plus importante, ceux où les bureaux et les logements de luxe seront le plus rentables. Un nouveau confort y est installé — mais pour une nouvelle population, celle qui y habitait étant rejetée dans la banlieue sous-équipée. C'est la reconquête de Paris, mais la reconquête du Paris populaire par la nouvelle bourgeoisie des cadres supérieurs, par leurs lieux de travail et de loisir. Utilisant les prérogatives publiques d'expropriation, subventionnant avec des fonds publics les travaux d'infrastructure nécessaires, [24] la Rénovation sert de fer de lance à la transformation de Paris en ville directionnelle et en ghetto international pour cadres assoiffés de modernité, mais consommateurs d'une histoire qu'on transforme en musée et qu'on clôture (clôture = niveau des prix) pour s'y promener le samedi soir <sup>3</sup>.

La population parisienne ne s'y est pas trompée : les organismes rénovateurs, on les appelle « marchands de villes » ; le programme lui-même a reçu un autre nom, aussi adéquat que celui de Reconquête : « Rénovation-Déportation ». Et, dans un Paris traversé par les vagues de fond révélées au grand jour par le mouvement de mai 68, on s'organise et on lutte, prêts à garder cette ville, ce quartier, ce logement, cette vie. On dit non à la logique structurale, à la rentabilité pour quelques-uns, à la modernité subie, à la rationalité du profit. Et on résiste. Comment ? Avec quelles chances de succès ? Avec quel effet politique ? À travers quelles voies de mobilisation ? La réponse ne peut être que différenciée, liée à des conjonctures et à des formes de lutte. Elle découle de l'analyse concrète de ces luttes et des tendances générales que, à partir de l'étude des conditions sociales de chaque processus observé, nous avons pu établir <sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Ces affirmations ne sont pas des impressions, mais ont été démontrées par une enquête sociologique exhaustive portant sur le contenu des programmes de rénovation urbaine à Paris jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1970. Les résultats ont été exposés dans un ouvrage collectif : F. GODARD, M. CASTELLS, H. DELAYRE, C. DES-SANE, Ch. O'CALLAGHAN, *La Rénovation urbaine à Paris*, Mouton, Paris, 1972.

<sup>4</sup> Enquête menée dans le cadre du Centre d'étude des mouvements sociaux de l'École pratique des hautes études de Paris, en collaboration avec Françoise Lentin et José Olives. Pour une analyse plus détaillée, voir M. CASTELLS, F. LENTIN, J. OLIVES, *La lutte contre la Rénovation urbaine à Paris*, Centre d'étude des mouvements sociaux, Paris, 1972. L'enquête a été menée en 1970 dans quatre quartiers de Paris où des luttes se déroulaient. Nous avons supprimé toute indication précise permettant le repérage des processus observés.

[25]

## 2. Le bulldozer ne passera pas !

[Retour à la table des matières](#)

Si le programme de rénovation est un, malgré ses rythmes et les différences de chaque terrain, les luttes menées contre ses effets ont été très fractionnées et relativement indépendantes d'un quartier à l'autre. Et c'est la même première caractéristique de ce mouvement, à savoir le côté réactif de ces actions, affrontant les problèmes quand ils se posent, mais en n'envisageant guère une offensive d'ensemble contre l'existence même du programme de rénovation ni contre la logique sociale qui le sous-tend. Toutefois, si l'on suit le déroulement de ces luttes à travers les rues éventrées des différents secteurs de rénovation (maisons lézardées, ruelles grisailleuses, apogée des projets de tours en verre et en acier), quelques traits fondamentaux apparaissent bien et nous parlent des voies par lesquelles les hommes arrivent, ou n'arrivent pas, à faire leur histoire dans les quartiers de Paris

### *A. Les « bons locataires » et les « méchants gauchistes » dans la défense de la « Cité du peuple »*

Ces grands traits semblent résumés et condensés dans le processus de lutte qui s'est déroulé de 1965 à 1971 dans le secteur de la Cité du peuple, quartier populaire de grande tradition ouvrière, à forte proportion d'immigrés et qui fut un des premiers à être affecté par la rénovation. Devant les menaces d'expulsion du logement occupé, sans relogement convenable du point de vue du loyer et de sa localisation, au fur et à mesure que les projets de rénovation ont été connus, il y a eu développement des actions revendicatives à partir de la base ouvrière et de petits commerçants qui constituaient l'élément dynamique [26] de la zone. À l'origine de ces actions se trouve l'initiative d'une organisation nationale de locataires, à forte implantation locale et disposant d'appuis politiques solides, quoique se déclarant apolitique dans ses statuts et essayant effectivement de l'être dans sa pratique. La politique nationale

de cette organisation, mettant l'accent essentiellement sur l'accroissement du nombre de logements sociaux construits par l'État a trouvé un écho particulièrement favorable dans la Cité du peuple.

En 1965, dans le cadre d'une campagne d'ensemble visant à relancer la construction de H.L.M. dans Paris (471 logements avaient été construits en 1965, alors qu'il y avait 100 000 familles dans le fichier des mal-logés et que 6 247 logements auraient pu être mis en chantier sur des terrains déjà libres appartenant à l'O.H.L.M. de Paris), une vaste mobilisation s'opère dans la Cité du peuple pour obtenir la construction de quelque 2 000 H.L.M. sur l'emplacement d'installations industrielles qui avaient déménagé.

La revendication est portée essentiellement devant la Ville de Paris et la préfecture de Police, afin d'obtenir d'abord la réservation des terrains pour la construction de logements, ensuite devant l'O.H.L.M. pour dégager les crédits nécessaires. La rénovation de tout un îlot et la menace d'expulsion directe de ses habitants accélèrent le mouvement. Des pétitions sont signées, des meetings organisés, des prises de parole sur le marché le dimanche matin.

La Préfecture avance des arguments contradictoires : elle envisage d'abord la création d'une zone industrielle ; ensuite, elle allègue l'excès de bruit, du fait de la proximité d'une voie de circulation rapide.

Une grande manifestation de rue est organisée devant les portes de l'usine désaffectée qui continuait à occuper le terrain, objet de la revendication. La tension monte, et la police exerce des pressions diverses sur les militants connus. Toutefois, la manifestation a lieu dans [27] le calme, avec la participation de plusieurs centaines d'habitants du quartier.

Au printemps 1966, le terrain est enfin réservé pour la construction de H.L.M. en accord avec la Ville de Paris. D'autre part, un certain pourcentage d'H.L.M. est accordé sur l'opération de rénovation en cours dans le secteur le plus affecté.

À l'heure actuelle, à l'emplacement prévu, les quelque 2 000 H.L.M. sont construites et occupées. De prime abord, il y a donc eu, pour la construction de logements sociaux, succès d'une large action revendicative, partant d'une mobilisation essentiellement ouvrière affrontant les organismes publics (préfet, Ville de Paris, O.H.L.M.)

chargés des équipements et du logement, *à l'occasion d'un processus de rénovation urbaine*. Or, ce dont il s'agit pour nous, c'est d'établir le sens d'une telle action comme processus social et, par conséquent, d'en mesurer les effets par rapport aux acteurs eux-mêmes et à l'ensemble de la dynamique sociale ainsi engagée.

En effet, le point essentiel est le suivant : des H.L.M. ont été effectivement construites (la moitié de celles qui étaient réclamées pendant la campagne revendicative), *mais l'immense majorité de la population menacée du quartier, à la base de la mobilisation, n'y a pas été relogée*. La raison est bien simple : elle tient au mécanisme administratif de l'attribution de logements sociaux, qui doit passer par une liste d'attente commune à l'ensemble de la Ville de Paris. Par conséquent, les logements obtenus par la lutte des résidents de la Cité du peuple ont été attribués à des familles de mal-logés en attente depuis des années dans l'ensemble de Paris. Il y a donc inadéquation entre la base de mobilisation et la réponse possible à cette revendication, puisque l'administration ne peut pas passer outre aux dispositions d'attribution. Or, s'il est clair qu'on peut envisager des actions locales portant sur une politique d'ensemble (de la même manière que des ouvriers d'une usine peuvent faire grève [28] pour mettre en échec un plan de stabilisation au niveau national), rappelons qu'il s'agissait de fournir une demeure à des gens sous le coup d'une procédure d'expulsion. Et que cette situation constituait la base même de la capacité de mobilisation.

Il y avait pourtant une revendication susceptible de rétablir le lien entre la situation à la base du problème et l'objectif à atteindre : l'exigence d'opérations-tiroirs dans le cadre de chaque programme de rénovation. C'est-à-dire la construction préalable à la démolition, sur les mêmes lieux, et où sont relogés, à des loyers accessibles, les familles expulsées. Mais une telle revendication va à l'encontre du fondement même de l'opération de rénovation, qui vise avant tout à transformer *socialement* le quartier et à entraîner un fort dynamisme *consommatoire* (qui exige donc un plus grand pouvoir d'achat) et un marquage *symbolique* (lié au statut social des résidents). Voilà donc un enjeu qui met directement aux prises des résidents en danger d'expulsion et la puissante machine du programme de rénovation urbaine à Paris.

Cette demande figurait bien dans le programme revendicatif de la campagne qu'on vient de décrire. Mais, sa nature étant très différente de la simple demande de construction de H.L.M. (qui ne touchait guère

le programme de rénovation en lui-même), le niveau de lutte à atteindre pour le faire aboutir était bien supérieur. Était-elle irréalisable ? Quoi qu'il en soit, une nouvelle problématique, qui est au centre de notre analyse, commence à s'esquisser : qu'arrive-t-il à ce mouvement revendicatif de masse qui se trouve, tout d'un coup, en porte à faux par rapport à lui-même ?

Aucune solution d'ensemble n'ayant été apportée au problème du relogement de la population du quartier, un mouvement de démobilisation politique et d'individualisation du traitement de la question s'engage, menant à l'abandon progressif des immeubles, le plus souvent [29] dans les conditions imposées par l'organisme rénovateur, c'est-à-dire le déplacement en grande banlieue ou une hausse de loyer très importante... pour ceux qui pouvaient la supporter. Un tel processus revêt tout de suite des caractères dramatiques (tel l'aveugle qui habite depuis quarante ans dans la rue qui va être démolie, et avec elle tous ses points de repère quotidiens) et ne se fait pas sans heurts, parfois avec une résistance individuelle opiniâtre (ainsi une vieille dame a vécu pendant un an dans le dernier appartement d'un vieil immeuble sous les gravats du chantier de construction — jusqu'à ce qu'elle obtienne un logement). Mais, dans l'ensemble, le bulldozer avance rapidement, et le mouvement revendicatif, incapable de sortir d'une action purement institutionnelle, se désagrège. Mais c'est alors que, sur les derniers survivants du quartier, se greffent quelques interventions issues des courants d'après Mai 68 et qui tentent d'organiser une résistance à l'expulsion.

Deux cas sont particulièrement significatifs à cet égard. Une première action est celle qui fut menée par un groupe d'étudiants en architecture, extérieurs au quartier, essayant d'inciter les habitants à refuser de quitter leurs logements. En s'opposant par la force à une première expulsion et en obtenant, après des heurts avec la police, le relogement d'un vieux couple de concierges, les étudiants créèrent un premier courant de sympathie en faveur de leur action. Toutefois, celle-ci resta encore largement extérieure aux habitants. Pour essayer de les organiser, les étudiants menèrent alors une double campagne : d'une part, dénonciation idéologique de la rénovation et appel à la lutte révolutionnaire ; d'autre part, tentative de négociation collective avec l'organisme, avec remise d'une pétition que signeraient les habitants. Mais le décalage entre les deux niveaux de travail était bien trop grand, d'autant plus que l'organisation était assez irrégulière et dépendante du rythme de vie des

étudiants. Ainsi, quand l'organisme rénovateur accepta de négocier [30] *individuellement* avec chaque locataire, la pétition ne fut même pas signée et, sans une véritable articulation du travail idéologique à la lutte revendicative, toute la base d'appui locale disparut. Ayant été constitué uniquement à partir de cette action, le groupe des étudiants se désintégra lui aussi à la suite de cet échec.

Des éléments conjoncturels peuvent expliquer en grande partie l'effritement de cette action : comité d'action extérieur au quartier, amateurisme, faible régularité des permanences ; plus encore, le fait d'arriver à la fin du processus : quand les jeux sont faits, les plus militants sont partis, la base est faible et le moment de l'opération est à un point culminant. Toutefois, on aurait aussi bien pu argumenter que c'était la conjoncture propice pour organiser une résistance à l'expulsion dans un style nouveau. Or, justement, ce qui nous semble caractéristique, c'est l'existence d'une revendication très concrète et d'un style d'action institutionnelle en ce qui concerne les locataires (pétition, etc.), doublés d'un langage ouvertement idéologique et d'actions spectaculaires *à côté*. Il y a oscillation et non jonction entre le coup d'éclat contre l'injustice et la pratique revendicative respectueuse de la loi qui était celle de l'association de locataires, auparavant.

À noter aussi qu'il n'y a pas d'implantation locale et que la population sort d'une expérience revendicative qui s'est soldée par l'individualisation des problèmes. Dès lors, une action revendicative à faibles moyens, juxtaposée à une contestation idéologique prête aux actions minoritaires extérieures, était, de par sa logique même, exposée à la répression et, surtout, à l'indifférence. La désagrégation complète du comité d'action est somme toute logique.

Par contre, une autre intervention d'un groupe révolutionnaire dans un autre secteur de la Cité du peuple, organisant effectivement la résistance à l'expulsion d'une population de très bas niveau social, abandonnée à elle-même [31] par l'association nationale de locataires, montre bien à la fois les possibilités et les limites de cette forme de lutte.

Dans ce secteur, tout en étant le même, en termes généraux, l'enjeu se fait plus dramatique. D'une part, du point de vue de la population, caractérisée par une nette prédominance d'O.S. et manœuvres, de travailleurs immigrés et de communautés ethniques ; d'autre part, concernant le niveau de détérioration de l'habitat, beaucoup plus élevé que



dans l'ensemble de la Cité du peuple. Pourtant, le programme de rénovation est nettement moins avancé qu'ailleurs : résistance accrue de la population ? En partie, puisque ce secteur a été en pointe dans la lutte revendicative sur l'ensemble de la Cité, depuis plusieurs années. Là, la rénovation n'est pas mal vue, *pourvu quelle soit faite au bénéfice des habitants*, compte tenu aussi du fait qu'il s'agit de couches très modestes et particulièrement sensibles aux pratiques discriminatoires dont elles risqueraient d'être l'objet dans un environnement éventuel sur lequel elles n'auraient aucun contrôle. La revendication adéquate a été donc celle de l'*opération-tiroir*. Sur cet objectif, on a assisté à une mobilisation très intense d'une partie des habitants — les immigrés et les communautés ethniques (Juifs nord-africains) restant en dehors dans un premier temps. Des réunions et des meetings ont eu lieu pendant longtemps, des habitants ont tenu tête aux menaces d'expulsion, des pétitions ont été signées massivement. Des délégations ont présenté ces demandes à la Ville de Paris, à la préfecture. Mais, en fait, la réponse devait venir, d'une part de l'O.H.L.M., d'autre part de l'organisme de rénovation. Pour le premier, nulle obligation juridique de donner la préférence aux habitants de la presque île pour les reloger dans les H.L.M. de l'arrondissement. Pour l'organisme de rénovation, la solution ne peut être que le relogement ailleurs. Sur place, le plan de masse ne fait que prévoir 150 H.L.M. C'est tout ce qu'on a pu obtenir après [32] cette mobilisation, alors qu'il s'agit de 2 500 logements à remplacer.

Alors, c'est l'affrontement, les habitants, dans une première phase, étant décidés à rester, l'organisme de rénovation mettant le paquet pour réduire la seule résistance sérieuse localisée sur l'ensemble de l'arrondissement.

Inutile de détailler la panoplie de mesures d'intimidation utilisées : fenêtres murées dès qu'un départ a été obtenu, cambriolages fréquents (ou tentatives de cambriolages), faible entretien de la voirie (sauf réclamation énergique), menaces quant à la difficulté croissante d'un relogement satisfaisant, etc. Et surtout, opération par tranches visant à isoler chaque cas et à réduire les oppositions en les étalant dans le temps et dans l'espace.

L'exode commence. En quelques mois, plus de 1 000 foyers se voient, grâce à des arrangements individuels, parfois négociés avec l'appui moral et juridique du comité, mais toujours dans un rapport de négociations défavorable. Ceux qui restent sont, d'un côté, ceux qui

pensent ne pas être en danger immédiat (il s'agit de toute une partie du quartier touchée par la deuxième tranche de l'opération) ; de l'autre, quelques rares militants qui n'ont pas la possibilité de déménager et que le problème conduit au désespoir.

Dans ces conditions, et dans cette situation désespérée ainsi créée, un nouveau type d'intervention surgit dans un taudis habité en grande majorité par des ouvriers non qualifiés, immigrés ou juifs nord-africains. Le comité des mal-logés y est peu implanté, du fait notamment des barrières culturelles. Pourtant, les conditions d'habitation sont pires que partout ailleurs. Les habitants sont directement menacés d'expulsion. Ils veulent partir. Comment ne le voudraient-ils pas, vivant dans ces conditions depuis dix, quinze, vingt ans ? Mais, sauf dans ces cas très rares, ils ont refusé le départ, quelles qu'en soient les conditions. Ils veulent rester à Paris, et puis, pour la [33] communauté juive, il s'agit de rester *ensemble*. Originaires de Tunisie, ces Juifs considèrent comme essentiel de ne pas quitter un quartier où l'emploi et la résidence permettent de rester entre Juifs (les employeurs appartenant en général à la communauté ashkénaze, en place depuis les années trente, où les liens à l'intérieur du groupe peuvent être préservés. Or, leurs moyens financiers étant extrêmement faibles, ils ont moins d'atouts que quiconque pour refuser d'aller en banlieue. Alors, ils restent. Comme des vieillards, comme des familles de manœuvres yougoslaves, comme des familles nombreuses d'O.S. handicapés, vivant entassés et se voyant refuser le relogement en H.L.M. parce que l'enquête révèle qu'« ils ne sont pas propres ».

C'est dans ces conditions que se produit l'intervention d'une nouvelle organisation, directement centrée sur la contestation politique et qui se présente comme telle aux habitants. Composée de jeunes ouvriers et d'étudiants prolétarisés *habitant le quartier*, elle s'attache avant tout à établir un rapport journalier avec les habitants. Par exemple, ils aident à effectuer des réparations, organisent des jeux pour les enfants, qui seront les meilleurs propagandistes du comité, proposent d'aménager un terrain vague boueux pour en faire un terrain de jeux. À partir de ce contact, maintenu par des porte-à-porte incessants et par une présence quotidienne, ils organisent un comité de défense des locataires qui a pour but d'obtenir *le relogement dans le même quartier et avec des loyers accessibles*. En attendant, ils proposent aux habitants de faire des réparations, de créer des équipements sur place (dans un quartier

proche, ils occupent un square, ils tentent d'organiser une crèche) et de résister aux expulsions et aux manœuvres d'intimidation. Ils relient immédiatement une telle revendication à la lutte politique générale :

*Qu'est-ce que veut dire rénover ?*

[34]

*Cela veut dire, se construire des immeubles de grand standing près du Parc.*

*Et les pauvres qui habitent là dans de vieux immeubles qui s'écroulent, ils veulent les mettre en banlieue.*

*Mais devant la colère qui déjà se fait entendre, ils envisagent de construire quelques H.L.M. (2 500 familles expulsées, 150 H.L.M. prévues à la construction). Ils y entasseront le maximum de personnes au m<sup>2</sup> parce que plus « le coefficient d'occupation au sol » est élevé, plus les profits des promoteurs sont importants.*

*Et la salubrité ? Et la pollution de l'air ?*

*Et les crèches ? Et les espaces verts ?*

*Les terrains de sport ?*

*Non, c'est toujours le fric au poste de commande !*

*Des milliers de travailleurs étrangers que le patronat fait venir en France s'entassent dans des bidonvilles, des foyers vieux et sales, parce qu'ils sont surexploités pour des salaires de famine ou réduits au chômage.*

*C'est insupportable !*

*VIE CHÈRE... VIE D'ESCLAVE !... ASSEZ !*

*Un quartier populaire aéré avec des logements neufs !*

*Dans la lutte et par la lutte nous briserons nos chaînes !*

**ENSEMBLE, NOUS METTRONS LA BOURGEOISIE EN ÉCHEC !**

L'organisme rénovateur force le rythme dans la rue de la Boue. Ils laissent s'introduire, dans les quelques appartements vides, des squatters, ouvriers yougoslaves nouvellement arrivés et dont la présence

terrorise les voisins. Un beau jour, une équipe arrive pour couper l'eau. Mobilisation générale. Les militants sont là. Mais toutes les ménagères de la rue sont là aussi. Et les enfants battent le rappel dans le quartier. L'eau ne sera pas coupée. La police renonce à intervenir.

Une enquête directe chez les locataires montre le soutien et la sympathie dont jouissent les membres du comité, « malgré » leurs appartenances politiques ouvertement [35] exprimées. Si les gens ne prennent pas complètement en main l'activité du comité, ils se sentent épaulés par cette action, au milieu de l'abandon et de l'hostilité générale des administrations et services auxquels ils ont eu affaire.

Mais la revendication du comité (*rénovation au profit des habitants du quartier*) est disproportionnée par rapport à la faiblesse de la poche de résistance ainsi constituée. Petit à petit, les énergies faiblissent sur ce point. Une réunion convoquée pour traiter de la relance de l'action (et approuvée par les locataires lors du porte-à-porte) échoue : il y a peu de monde. Les enfants sont menacés par la police : « Tu iras en prison toute ta vie si tu joues avec ces gens-là. » Des effondrements partiels se sont produits. L'inquiétude se généralise. Les départs s'accélèrent. À court terme, l'expulsion, suivant des formules individuelles et au gré de l'organisation de rénovation, est inévitable.

Les militants le savent, mais pour eux, il ne s'agissait pas de gagner une bataille revendicative dont l'ampleur dépassait leurs forces : « L'essentiel c'est que ça change *dans la tête des gens*. » L'échec revendicatif débouche ainsi sur la radicalisation politique. Est-ce exact ?

Ainsi, dans les luttes menées dans la Cité du peuple, on débouche, d'un côté, sur la mobilisation revendicative de masse qui tourne court dans la mesure où, pour affronter un enjeu tel que le programme de rénovation, elle doit dépasser le cadre apolitique et institutionnel dans lequel elle s'enferme ; de l'autre côté, sur une juxtaposition d'idéologie et de revendications ponctuelles qui n'arrive pas à s'implanter. En définitive, on en arrive à une véritable implantation politique et revendicative, mais ponctuelle et axée sur une population de lumpenprolétariat, de telle sorte qu'elle ne peut espérer se généraliser, qu'elle reste réduite à une expérience de lutte *pour les gens*, sans réel impact sur la structure urbaine ni sur les rapports des noyaux de résistance.

[36]

**B. Une longue marche dans la lutte urbaine**

Ces tendances s'accroissent encore plus dans le quartier du Midi, où le programme de rénovation a le plus d'envergure, avec des opérations de grande dimension qui visent à faire de cette zone, en l'an 2000, un des centres de l'agglomération. Secteur à grande tradition politique de gauche, l'association nationale de locataires y est très forte, mais elle n'arrive pas à mobiliser véritablement contre les expulsions, dans la mesure où, de par sa stratégie politique générale, elle essaie surtout de négocier juridiquement cas par cas, ce qui la place en position de très grande faiblesse face à l'énorme machine de rénovation. Par ailleurs, elle tente de canaliser les inquiétudes sur le plan de la politique locale à travers les élections municipales. Or, Paris étant dépourvu d'autonomie locale, la population sait que, même si elle continue à réélire les représentants de la gauche, elle ne peut pas peser sur le processus décisionnel ; que, par conséquent, la rénovation continuera et le départ sera inévitable. D'où, démobilité et changement de base sociale de l'association de locataires, qui se met à recruter surtout parmi les nouveaux arrivants occupant les immeubles neufs construits sur l'emplacement des secteurs démolis...

Là aussi, devant l'existence d'un problème qui touche directement la population, mais dont le traitement politique aboutit à l'impasse et à la démobilité, un groupe révolutionnaire intervient, composé de jeunes ouvriers et d'étudiants *habitant le quartier*. Forts des expériences passées, ils tentent de se donner les moyens d'affronter un ennemi aussi puissant que le programme de rénovation. Ils savent, en effet, qu'il s'agit, en fin de compte, d'un affrontement politique avec l'appareil d'État. Ce qui exige, à la fois, une conscience claire de l'enjeu, qui ne peut venir que d'une organisation politique (la leur) et d'une force sociale constituée à partir d'une série de revendications prises en main directement par les habitants [37] eux-mêmes. L'organisation d'un tel processus est d'un rythme assez lent. Aussi, à la différence de ce qui s'est passé dans les autres quartiers, ce groupe n'essaie pas d'obtenir une résistance immédiate dans les secteurs déjà concernés par l'expulsion : il étudie l'échéancier de la rénovation et décide de s'implanter, à

partir de revendications concernant les logements actuels (loyers, réparations, etc.), dans des logements qui devront être démolis deux ans plus tard. La première année de l'intervention est un succès : un comité de quartier se crée, avec participation de nombreux habitants, des délégués d'immeubles sont nommés, un bulletin est abondamment diffusé, des grèves des loyers sont menées à bien...

Mais une action de longue haleine comme celle-là nécessite un investissement militant considérable, alors que des luttes sociales éclatent un peu partout en France et que les quelques noyaux révolutionnaires doivent, avec leurs faibles forces, se battre sur les points les plus significatifs du point de vue politique. La direction nationale de l'organisation, à la base du comité, décide de concentrer ses forces sur le front ouvrier : elle ne peut pas prendre en main, dans une première phase, l'ensemble des luttes sur lesquelles une intervention est possible. Le comité de quartier perd son noyau militant, déplacé ailleurs, et ceux qui restent ne peuvent pas poursuivre à la fois les actions revendicatives et la préparation politique à l'affrontement avec la Ville de Paris. Quand la rénovation touchera ce secteur, elle trouvera, là aussi, le fatalisme, la débrouillardise individuelle, la rage impuissante, c'est-à-dire tout ce que a l'habitude de balayer avant de construire « l'avenir »... On touche là un point fondamental : le rôle essentiel de l'organisation dans la formation d'un mouvement social urbain et, à la fois, la dépendance de celui-ci par rapport à des phénomènes issus non de la pratique de la lutte urbaine elle-même, mais de la conjoncture de l'organisation.

Devant l'ampleur des intérêts soutenant les projets [38] de rénovation, des tentatives ont été faites pour les contrer à partir d'une alliance de classes allant au-delà des intérêts directs de la population du quartier. En particulier, on a vu, dans un quartier historique de la rive gauche, en passe de devenir lieu de consommation des sous-cultures déviantes, se fonder une association pour défendre la permanence de la population du quartier (ouvriers et étudiants) comme faisant partie de l'« environnement social » qui lui donne son cachet et, par là, sa rentabilité... En mêlant ainsi esthètes, intellectuels et population du quartier autour des mêmes objectifs, quoique pour défendre des intérêts bien différents, certains succès partiels ont été obtenus, en particulier en profitant du fait que certaines caractéristiques du quartier empêchent un programme de rénovation de grande envergure : il s'agit de promoteurs privés

jouant en général le coup par coup, ce qui permet de renoncer à un projet sans mettre en cause l'ensemble du processus.

Mais là où il s'agit de renverser la logique de la rénovation, même une large alliance d'intérêts et une mobilisation de l'opinion n'arrivent pas à arrêter la machine. C'est, par exemple, le cas de la démolition des Halles, au cœur même de Paris : certains pavillons désaffectés, d'une grande valeur artistique, avaient connu en 1970 une prolifération croissante d'activités culturelles : expositions, théâtres, cinéma, activités universitaires, etc., et étaient en train de devenir un véritable carrefour d'innovation et d'échanges. Craignant de voir ainsi détourner cet espace de la vocation de centre d'affaires et de Palais des congrès qui lui a été assignée, l'administration accéléra les travaux et ordonna la démolition des pavillons en 1971. Des groupes de jeunes ripostèrent en organisant une fête ininterrompue pendant quinze jours, avec fanfares, attractions, bals, etc., le tout entouré aussi, en permanence, de centaines de policiers. Finalement, à l'approche des vacances, en juillet 1971, les bulldozers ont satisfait leur appétit.

[39]

### *C. Ceux qui résistèrent*

Est-ce à dire que des opérations comme la rénovation urbaine de Paris ont une logique inéluctable que rien ni personne ne peut arrêter ? La révolte ne peut-elle être que geste romantique ? N'y a-t-il d'autre bataille possible, contre la logique structurale du système, que la bataille, toujours reculée, du grand soir ?

L'analyse des luttes menées dans le quartier de la Cité d'Alarte, où les projets de rénovation en cours sont très importants, montre le contraire : la logique de la rénovation peut être contrée, les expulsions peuvent être arrêtées, au moins pendant un temps : le temps où un certain rapport de forces peut être maintenu.

Il s'agit d'une série d'actions visant à obtenir le maintien dans les lieux ou un relogement convenable pour plusieurs foyers de travailleurs immigrés expulsés sans indemnité ni relogement pour procéder à la démolition de l'immeuble. Soutenus par les lycéens révolutionnaires du lycée du quartier et par un parti de gauche, les travailleurs immigrés ont, dans les sept foyers qui devaient être démolis, occupé les lieux et résisté à toutes les tentatives d'intimidation et de répression, aussi bien aux coupures d'eau et d'électricité, aux démolitions partielles, etc., qu'aux attaques de la police. Pour tenir, ils ont fait largement appel à la solidarité du quartier, en particulier à celle des travailleurs français, ils ont organisé des soirées, des manifestations, donné des explications orales et écrites à la population. Quand, dans un des foyers, ils ont été finalement délogés par la police, ils ont riposté en occupant un immeuble vide et en s'y installant. Devant l'ampleur de la résistance et la popularisation de la lutte dans tout Paris, les expulsions ont été arrêtées... pour le moment. Le succès est d'autant plus éclatant que, dans le même quartier et à la même époque, une tentative d'implantation d'une « Maison du peuple sauvage » [40] dans un café désaffecté a été écrasée par la répression : démolition après investissement du local par la police.

Quel est donc le secret d'un tel processus ? Il semble bien que, à un premier niveau, il y ait coïncidence de trois éléments fondamentaux :



1. Un *enjeu social* sans ambiguïté, où les intérêts en présence s'affrontent directement : d'un côté, les objectifs du programme de rénovation ; de l'autre, l'exigence d'un toit de la part de gens (les immigrés) qui n'ont même pas les droits, déjà limités, des locataires. Donc, pas de négociation possible.

2. Une *base sociale* homogène (travailleurs immigrés, en majorité africains) qui a appris à ne compter que sur elle dans un premier temps, ce qui a permis un très haut niveau de mobilisation.

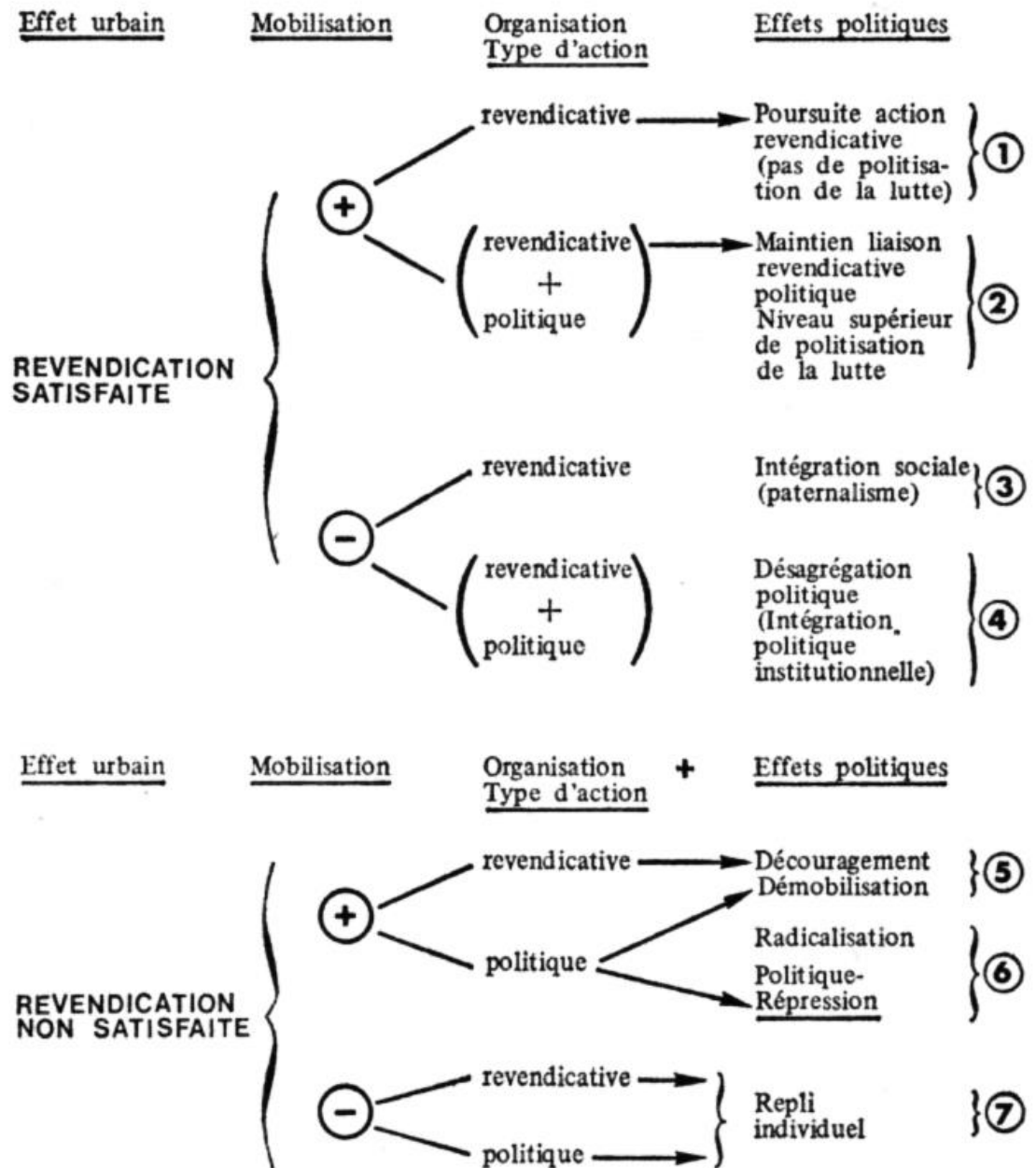
3. Une *organisation politique*, dont les militants habitent le quartier et qui prend en charge la coordination et la popularisation des luttes, tout en se liant étroitement à la base sociale des immigrés pour constituer avec eux une force *sociale*.

À un deuxième niveau, l'effet urbain (maintien dans les lieux, réparations) et l'effet politique (mobilisation et organisation de l'autonomie des habitants du quartier) se renforcent mutuellement et, vice versa, se désamorcent, suivant une dialectique qu'on a pu saisir, non seulement dans la Cité d'Aliarte, mais dans l'ensemble de Paris. Cela permet de constater une régularité dans la production d'un effet politique à partir de la satisfaction ou du rejet de la revendication urbaine, du niveau de mobilisation et de l'orientation de l'organisation qui intervient.

Le schéma suivant résume cette série de liaisons qui permettent de comprendre comment des effets politiques différents peuvent être produits par les conditions mêmes de la lutte contre la rénovation urbaine à Paris.

[41]

PROCESSUS SOCIAL DE PRODUCTION D'UN EFFET POLITIQUE  
 PAR UNE LUTTE URBAINE, D'APRÈS L'OBSERVATION DES LUTTES  
 CONTRE LA RÉNOVATION URBAINE À PARIS



Source : Schéma établi par José Olives à partir de son enquête directe.

[42]

### 3. Les dessous de la lutte : Pourquoi on gagne, pourquoi on perd ou « Comment on fait l’histoire »

[Retour à la table des matières](#)

Les analyses des luttes menées par la population des quartiers de Paris contre la transformation du contenu social et fonctionnel de la ville aux dépens de ses intérêts permettent de saisir, dans sa dynamique, la structure interne d’un mouvement social urbain.

D’abord, il est défini par un *enjeu*, c’est-à-dire par l’expression d’une contradiction sociale qui met aux prises des intérêts opposés. Ainsi, dans le processus observé, l’*enjeu* est particulièrement important, car il s’agit, d’un côté, des intérêts liés de la haute finance (à travers les promoteurs immobiliers) et des desseins politiques du gouvernement français, par l’entremise du préfet de Paris ; de l’autre côté, on défend son logement et tout ce qui fait la vie à Paris : équipement, proximité du lieu de travail, qualité du milieu de vie. L’*enjeu* est donc ici non négociable et instaure dès le départ un certain ton dans l’ensemble du processus de lutte. Il suffit de réfléchir à l’*enjeu* que représente une grève des loyers contre un propriétaire pour comprendre comment la première caractérisation nécessaire d’un mouvement social urbain doit être l’établissement de la charge sociale structurale qui en est la base.

À partir d’une telle caractérisation, on peut saisir la spécificité du processus en étudiant le contenu des agents sociaux concernés par la défense de chacun des pôles de la contradiction. Ainsi, d’un côté, il faut établir les caractéristiques de la population touchée par l’*enjeu* (*base sociale*) et la différencier de la fraction de cette population effectivement mobilisée (*force sociale*) ; de l’autre, la caractérisation de l’*adversaire*, support des intérêts opposés à la force sociale, permet de comprendre des effets distincts d’un même processus : ainsi, par exemple, quand la rénovation urbaine est purement privée, donc [43] que l’*adversaire* est un promoteur et non pas, en même temps, la Ville de Paris, la

mobilisation revendicative est plus intense et efficace, mais la mobilisation politique devient plus difficile.

Ensuite, l'orientation politico-idéologique et le type de *l'organisation* qui prend en main la mobilisation se révèlent comme un élément déterminant du mouvement social. Mais l'organisation n'est pas à l'origine de celui-ci. Elle part d'un enjeu et d'un conflit, en le dirigeant en fonction d'une ligne générale dont elle est, implicitement ou explicitement, l'expression. La justesse d'une action ne peut donc se mesurer que par rapport, à la fois, aux intérêts en présence et à la stratégie générale de l'organisation.

Aussi le type même d'action entreprise, les formes de lutte, considérées dans leur contexte, expliquent certaines des solutions données au problème urbain : par exemple, les pétitions adressées à des bureaux municipaux sans aucun pouvoir restent inefficaces, alors que, dans le même processus, l'opposition massive des ménagères à la coupure de l'eau oblige les autorités à effectuer les réparations nécessaires. Enfin, l'ensemble du processus débouche à la fois sur un *effet urbain*, portant sur les conditions collectives de la vie quotidienne et sur un *effet politique*, portant sur les rapports de force entre les groupes sociaux dans une conjoncture donnée. Ces deux effets sont articulés à travers une dialectique complexe que nous avons pu synthétiser dans le cas des luttes contre la rénovation urbaine.

Ainsi, le traitement social d'un *enjeu* structurellement défini par la contradiction d'intérêts, à travers la dialectique conflictuelle entre une *base sociale*, devenue *force sociale* du fait de l'intervention d'une *organisation*, et son *adversaire*, s'exprime par des modalités d'*action* et débouche sur un ensemble articulé d'*effets urbains* et *politiques*. Les processus sociaux qui, à travers toutes ces médiations, partent d'un enjeu urbain pour produire un [44] changement qualitatif dans la structure sociale, ce sont des mouvements sociaux urbains. L'observation des luttes dans les quartiers de Paris nous a permis de dégager leur anatomie et, à travers l'analyse des différents mouvements dans les différentes conjonctures, nous a permis d'établir les raisons de l'échec de la plupart des luttes et les conditions qui ont permis quelques succès partiels.

L'idée essentielle qui se dégage est qu'une revendication urbaine mettant aux prises des intérêts sociaux fondamentaux (et contradictoires), comme c'est le cas pour la rénovation urbaine à Paris, ne peut

trionpher qu'en se transformant en mouvement social et ne peut se cristalliser comme tel qu'en se liant étroitement à la lutte politique générale. Les limites des luttes contre la rénovation viennent de l'isolement politique et de la localisation de ces actions, d'une part ; de l'apolitisme respectueux de la légalité, d'autre part. Par contre, en 1971 et 1972, une autre forme d'action s'est développée progressivement : l'occupation de logements vides par les expulsés. Il s'agit là d'une action offensive et qui pose le problème de la politique du logement dans son ensemble. Elle peut donc être comprise par l'ensemble des masses touchées par la crise du logement, au lieu de se centrer sur quelques poches de résistance dans une opposition, toujours fractionnée, à l'immense machine de la rénovation. Mais, à son tour, ce mouvement très spontané a dû chercher l'appui de la mobilisation politique pour ne pas être réduit au silence, isolé et finalement détruit par la répression policière. En février 1972, des milliers de personnes ont manifesté à Paris en scandant : « On a le droit d'occuper les logements vides ! » Plus encore : la veille, un ouvrier maoïste avait été assassiné par la police privée des usines Renault, et les manifestants ont mêlé leurs cris de vengeance et les chants révolutionnaires à leurs revendications urbaines.

Ainsi, la lutte contre la rénovation urbaine à Paris montre, à la fois, de manière exemplaire, la structure [45] interne d'un mouvement social urbain et la nécessité de son propre dépassement à travers son articulation avec les processus politiques.

Pour les ouvriers et les jeunes qui se battent dans les quartiers, il ne s'agit pas de mourir pour Paris, mais de défendre leur vie, comme ils l'ont toujours fait à l'usine et comme ils essaient de le faire de plus en plus dans ce soulèvement invisible et quotidien contre la domination d'une classe.

[46]

[47]

**Lutttes urbaines et pouvoir politique**

## **Chapitre III**

---

# Revendication urbaine et action politique dans les comités de citoyens à Montréal

[Retour à la table des matières](#)

[48]

[49]

## De l'aide sociale à la lutte revendicative

[Retour à la table des matières](#)

C'était peut-être la longue marche, depuis l'entretien des trottoirs jusqu'à la transformation de la société, dans la joie du peuple et la bonne volonté des citoyens, faisant front commun face aux puissances du mal et de l'argent...

Les *comités de citoyens* qui se sont développés au Québec, en particulier à Montréal, à partir de 1963, sur la base des problèmes de la vie quotidienne dans les quartiers, étaient en effet, à leur début, une parfaite expression de cette société étrange et passionnante qu'est la société québécoise, puisant à la fois dans le vieux communautarisme chrétien et dans la naïveté politique du libéralisme nord-américain, dans l'animation sociale et dans la capacité de mobilisation des « honnêtes gens » quand ils sont aux prises avec des injustices flagrantes.

Telles sont en effet les racines historiques d'un des plus importants mouvements de lutte urbaine des dernières années : des quartiers pauvres et délabrés, des assistés sociaux aux prises avec le chômage, la maladie, le manque d'équipements collectifs, suivant la logique libérale du laisser-faire ; des animateurs sociaux qui, payés par la Ville de Montréal (Conseil des œuvres) pour être des manipulateurs des besoins, essaient de remonter aux sources des problèmes ; quelques membres de la Compagnie des Jeunes Canadiens, organisme d'assistance du gouvernement fédéral, qui passent petit à petit de l'aide institutionnelle à la conscience politique...

Tout le scénario pour un immense conte de Noël était prêt, neige à l'appui. Mais le développement des revendications urbaines faisait partie d'un processus d'ensemble : [50] radicalisation des contradictions structurales ; émergence des mouvements sociaux dans le Québec, après la « Révolution tranquille <sup>5</sup> » ; passage à une nouvelle phase

---

<sup>5</sup> La « Révolution tranquille » est le nom donné au triomphe électoral, en 1960, du Parti libéral, représentant les intérêts de la bourgeoisie anglo-canadienne, sur l'Union nationale, parti du dictateur Duplessis qui, appuyé par la petite-

économique caractérisée par l'intégration accrue du Québec dans le circuit économique des grandes firmes nord-américaines. C'est ainsi que les comités de citoyens vont affronter, dans leur pratique, diverses contradictions nouvelles :

- La crise de la petite-bourgeoisie québécoise et sa radicalisation politique, exprimée à travers le développement du mouvement nationaliste et indépendantiste, avec toutes ses variantes, du terrorisme individuel à l'indépendantisme proaméricain de la direction du grand Parti québécois constitué après un processus d'absorption des différents groupes bourgeois et petits-bourgeois suscités à la faveur du réveil nationaliste.
- La politisation croissante du monde étudiant et la constitution en son sein de tendances nationalistes et marxisantes, alors même que son importance numérique s'accroît et que ses débouchés professionnels se rétrécissent.
- L'orientation « à gauche » des syndicats québécois, en particulier de l'ancien syndicat chrétien (la Confédération des syndicats nationaux, C.S.N.), mais aussi de la F.T.Q.<sup>6</sup> (branche au Québec de l'A.F.L.-C.I.O.), conséquence à la fois de la crise politique générale et d'une économie stagnante débouchant sur un chômage croissant. Cette [51] évolution se manifeste concrètement à la C.S.N. par l'ouverture d'un « deuxième front » dans le domaine de la consommation et du mode de vie et par l'augmentation du nombre de permanents d'action politique qui, soutenus par le puissant appareil syndical, vont permettre, pour la première fois au Québec, l'émergence de militants ouvriers politisés débordant le cadre de l'électoratisme.

---

bourgeoisie rurale avait livré Québec aux sociétés minières américaines. Pour une analyse sommaire, mais assez claire, des grands traits de la situation sociopolitique, nous renvoyons au texte de Luc RACINE et ROCH DENIS, « [La Conjoncture politique québécoise depuis 1960](#) », *Socialisme québécois*, n° 21-22, Montréal, avril 1971.

<sup>6</sup> Fédération des travailleurs du Québec.



Participant de ce mouvement d'ensemble, les comités de citoyens sont passés de l'assistance à la revendication, et leurs cadres se sont progressivement transformés, à la fois en termes de recrutement (il y a eu de plus en plus d'étudiants politisés qui voulaient « aller au peuple ») et du point de vue de leur orientation : la politique leur est apparue comme suite logique des lutttes partielles dans les quartiers.

Ce sursaut a suscité tout d'abord un mouvement de « coordination d'expérience » : le 19 mai 1968, les représentants d'une vingtaine de comités de citoyens de tout le Québec se sont rencontrés à Montréal et ont entamé le processus du passage de la revendication localisée à une généralisation et à une politisation de leur action. Du point de vue des lutttes, la même tendance se faisait jour : début 1969, la campagne des résidents du quartier de la Petite-Bourgogne, contre la rénovation urbaine, qui les expulsait sans relogement convenable, aboutissait à un chahut monstre lors de la visite du Premier ministre canadien dans le secteur rénové.

### ***Le scandale de la ville de Montréal***

[Retour à la table des matières](#)

Ce durcissement était déterminé non seulement par la tension sociale croissante au Québec, mais aussi par les conditions mêmes de la revendication urbaine à Montréal. [52] En effet, la situation du logement et des équipements collectifs en général ne cessait de se dégrader : plus du quart des logements de la ville étaient des taudis et un tiers des familles mal logées ; 75 % des Montréalais étaient locataires, alors qu'à Toronto cette proportion tombait à 33 %. Or, ces locataires consacraient 25 % de leur budget familial au logement, un des taux les plus forts au monde. Devant cette situation, non seulement il n'y avait guère de logement social (le logement représente 0,4 % du budget de la ville), mais encore, on démolissait, sans les remplacer, 2 000 logements tous les ans pour favoriser les projets de rénovation urbaine, pour la construction d'immeubles de standing. De même, pas de services de santé dans les quartiers populaires de Montréal, et seulement 10 % des enfants des écoles ont un service médical satisfaisant (le budget santé représente 1,5 % du budget municipal). Sur le plan des transports en commun, on assistait à un désintérêt total en faveur de la voiture, alors que le

lancement du métro s'était limité à une opération de prestige sans extension du réseau et que les tarifs augmentaient de 66 % en deux ans.

En revanche, la municipalité menait une politique grandiloquente, avec des réalisations de prestige et l'organisation de l'Exposition universelle de 1967, en liaison étroite avec les grandes compagnies financières. Contrôlée étroitement de longue date par le caïd local Jean Drapeau et son « Parti civique » (simple clique électorale au service du chef), la Ville de Montréal était devenue un pur instrument technique des intérêts de la grande bourgeoisie montréalaise, sans possibilité d'opposition au sein du conseil municipal et pratiquant une politique terroriste de répression à l'égard des velléités de mobilisation dans les quartiers. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'automne 1969, le Comité exécutif municipal dénoncera l'organisme fédéral d'aide sociale, la « Compagnie des Jeunes Canadiens » comme un instrument de subversion révolutionnaire !...

[53]

### *Une politisation municipale : le F.R.A.P. et ses ambiguïtés*

[Retour à la table des matières](#)

Cette attitude d'ignorance systématique, malgré quelques mesures de type paternaliste (organisation d'un monitorat de sport pour les enfants des quartiers pauvres, par exemple), aida considérablement la radicalisation des comités de citoyens dans la mesure où aucune négociation n'était possible. C'est ainsi qu'à partir d'un très bas niveau de politisation les habitants des quartiers pauvres commencèrent à soutenir les positions plus revendicatives des « animateurs sociaux » et à envisager le moyen d'*imposer* leurs demandes. Mais, étant donné l'enjeu (le changement complet de toute la politique de consommation collective de la ville), il leur fallait les moyens nécessaires pour se trouver en position de force, face, à la fois, aux intérêts financiers et à l'appareil bureaucratique municipal. L'idée est alors apparue, à la faveur de la vaste mobilisation nationaliste et de l'agitation sociale de la fin de 1969, d'un renforcement de la coordination des comités de citoyens et d'un prolongement des luttes revendicatives urbaines sur le plan de la politique

municipale. Or, les élections municipales approchaient : fixées pour l'automne 1970, elles donnaient l'occasion de lancer une campagne de popularisation des luttes menées jusque-là en ordre dispersé. Occasion d'autant plus favorable que les syndicats ouvriers — qui dans un premier temps se méfiaient de ces comités trop souvent assimilés au lumpen — s'étaient décidés à créer une véritable structure organique pour sa politique de deuxième front et qu'ils voyaient d'un bon œil ce partage du travail entre le front production et le front consommation-politique qui déviait d'éventuelles velléités « gauchistes » de leur champ traditionnel d'intervention. C'est ainsi que, en 1970, se constituait le F.R.A.P. (Front d'action politique), sur la base d'un regroupement des principaux comités de citoyens et des militants d'action politique des syndicats. [54] Dès le départ, il en résultait une ambiguïté fondamentale entre plusieurs projets socio-politiques :

- de la part de la base sociale des comités de citoyens et d'un certain nombre d'animateurs sociaux, il s'agissait de se donner un outil pour faire aboutir les revendications en faisant pression de manière permanente sur l'administration ;
- pour les syndicats, le F.R.A.P. était *à la fois* un début de syndicalisme de la consommation et une expérience en vue de la constitution d'un parti travailliste, en tant qu'expression institutionnelle des intérêts spécifiques des salariés ;
- pour quelques militants, notamment des étudiants, ainsi que pour une minorité de membres de comités de citoyens, le F.R.A.P. devait donner la possibilité de constituer un mouvement de masse, au sein duquel un courant révolutionnaire détaché du nationalisme petit-bourgeois pouvait se créer et se développer.

Les ambiguïtés, reconnues de fait par tout le monde, s'exprimèrent directement dans les objectifs et le déroulement de la campagne électorale. Pour la première tendance, il s'agissait d'obtenir un succès électoral, en faisant passer quelques candidats sur la lancée des progrès des indépendantistes dans les élections provinciales de 1970. Pour les plus politisés, l'objectif prioritaire était de profiter de la campagne et de

développer une agitation politico-idéologique en reliant les « méfaits » de la vie quotidienne à une logique structurale capitaliste et à l'asservissement nécessaire à cette logique de l'ensemble des partis politiques québécois considérés, donc, comme bourgeois. Le programme électoral du F.R.A.P.<sup>7</sup> exprimait [55] cette double tendance : dressant un réquisitoire impitoyable sur les conditions de vie dans les quartiers de Montréal, il établissait bien la liaison avec les mécanismes de l'exploitation capitaliste, mais pour proposer des remèdes adéquats... à partir d'un programme de gestion municipale nouvelle ! De même, la structure organisationnelle que s'était donnée le mouvement avait un double aspect : constitué à partir de comités d'action politique (C.A.P.) sur la base des quartiers, il prolongeait les tendances localistes et de revendication immédiate des comités de citoyens, mais en organisant en même temps un appareil central avec plusieurs commissions et un secrétariat permanent qui essayait de coordonner et de dégager quelques initiatives politiques centrales. Une relative coupure entre les deux niveaux et une tension permanente entre secrétariat et C.A.P. locaux montreront, tout au long de la vie du F.R.A.P., l'équilibre fragile entre des exigences parfois divergentes, parfois contradictoires.

Cependant, dans une première phase d'implantation, il pouvait y avoir concordance, dans une même pratique, des différentes tendances, dans la mesure où il fallait entreprendre la construction d'un véritable mouvement populaire en partant d'un niveau de conscience revendicative et politique extrêmement faible, malgré la combativité des luttes partielles menées de temps en temps dans les quartiers : lutte contre la rénovation immobilière privée dans Milton Parc, demande de construction d'un hôpital à Saint-Henri, lutte pour un centre communautaire à Maisonneuve, etc.

---

<sup>7</sup> Cf. le petit livre *Les salariés au pouvoir*, F.R.A.P., Montréal, 1970.

## *La crise politique québécoise et le mouvement populaire*

[Retour à la table des matières](#)

Or, voilà que la grave crise politique qui secoua le Québec à l'automne 1970 transforma entièrement les conditions de l'intervention électorale et obligea le F.R.A.P. [56] à se définir ouvertement contre l'ordre social établi <sup>8</sup>. Après un discours du maire Drapeau à la TV agitant la menace d'une situation « où le sang coulerait à flots dans les rues » si le F.R.A.P. gagnait les élections, après une campagne où des voitures de police suivaient ostensiblement les candidats du F.R.A.P. dans leurs porte-à-porte à travers les quartiers, les élections, faites dans ce climat de terreur, virent l'effondrement du F.R.A.P. qui n'obtint, en moyenne, que 17 % des voix dans les secteurs où il avait des candidats. À l'exception de deux ou trois quartiers, notamment à Saint-Jacques, où une implantation d'aide sociale existait de longue date, le soutien populaire au F.R.A.P. s'effiloça devant la politisation soudaine de l'enjeu. Pris à son propre piège : le municipalisme pour bons citoyens, le F.R.A.P. fut incapable de riposter avec un autre type d'arguments politiques et vit se défaire en quelques jours le travail d'organisation électorale et les bases objectives d'un front de lutte commun aux différentes tendances.

La crise au sein du F.R.A.P. après la défaite électorale fut grave : le président (qui, en fait, représentait les syndicats ouvriers) démissionna pour protester contre une politisation jugée « gauchiste » ; les différents comités de quartier cessèrent leur action, sans savoir à quoi s'en tenir concernant l'orientation générale ; le secrétariat passait son temps à trouver des compromis organisationnels susceptibles de préserver un si fragile appareil, sans pour autant aborder les problèmes politiques de

---

<sup>8</sup> Rappelons les grands traits de la crise : des membres du F.L.Q. enlèvent un fonctionnaire anglais et un ministre québécois, pour faire libérer les prisonniers politiques. Devant l'intransigeance du gouvernement, le ministre du Travail est exécuté. Le Québec est déclaré en état de guerre. L'armée occupe Montréal. Des centaines de personnes sont arrêtées, toutes les organisations populaires frappées, la censure de la presse établie. Le maire de Montréal profite de la crise pour accuser le F.R.A.P. de soutenir le Front de libération du Québec (F.L.Q.) et, après une campagne de manipulation, obtient un « grand triomphe électoral » (cf. *Québec occupé*, Parti Pris, Montréal, 1971, 249 p.).

fond. [57] En fait, le F.R.A.P. se mit en veilleuse et l'on dut attendre le « Congrès de réorientation » de mars 1971 pour y voir plus clair et décider de nouvelles actions.

Si on peut expliquer l'échec électoral par les conjonctures répressives malencontreusement suscitées, il est moins facile de comprendre pourquoi l'organisation elle-même fut atteinte, alors que personne ne misait sérieusement sur une véritable prise du pouvoir municipal <sup>9</sup>. S'il y a eu crise politique à l'intérieur du F.R.A.P. et dans le rapport entre les comités et les masses du quartier, c'est parce que, dès le début, une ambiguïté existait dans la stratégie du F.R.A.P. concernant l'utilisation des revendications urbaines et la plate-forme électorale comme un moyen d'agitation politique ou comme un but en soi. Or, cet opportunisme politique s'est retourné contre les comités à partir du moment où la conjoncture politique générale a posé des questions auxquelles on ne pouvait pas échapper. En effet, il semble bien que l'expression *directe* des revendications urbaines sur le plan politique, sans transformation qualitative de ces revendications en objectifs de lutte proprement politique, aboutisse à une sorte de « trade-unionisme de la consommation », parfois même à l'existence d'un véritable groupe de pression qui n'a des chances de succès qu'en s'appuyant sans atermoiements sur des organisations et des cadres directement orientés vers la seule défense des équipements collectifs. L'articulation entre revendications urbaines et lutte politique ne se fait pas d'elle-même : il faut une intervention organisée, capable de les lier dans la pratique politique des masses. Or, dans les comités de citoyens, la liaison de l'urbain et du politique ne s'est pas faite dans la pratique. Elle a été plutôt énoncée, à travers la constitution d'une organisation, le F.R.A.P., mais cette organisation ne faisait que rassembler, sous forme de programme politique, les [58] revendications urbaines sans les lier à une stratégie visant la prise de pouvoir. En effet, l'objectif mis en avant était la constitution d'une représentation institutionnelle permettant de faire pression pour résoudre ces « problèmes quotidiens concrets ». L'urbain — exprimé sur le plan politique institutionnel en termes de revendication et non d'enjeu susceptible d'entraîner une politisation des masses — devient alors la base objective autour de laquelle se forme un groupe de pression cherchant à

---

<sup>9</sup> Cf. l'excellent texte d'Emilio de Ipda « Le F.R.A.P. devant la crise », in [Québec occupé](#), Montréal, 1971.

obtenir de meilleures conditions de vie pour les défavorisés à l'intérieur du système social établi. C'est uniquement dans cette perspective, qui correspond au processus de formation du F.R.A.P., que le champ de la *politique municipale* devient un thème central. Cela était, bien entendu, en contradiction avec la subjectivité et l'idéologie des cadres les plus actifs qui, ayant vécu un processus de radicalisation à la faveur des puissantes luttes populaires des années précédentes, cherchaient, par ce biais, à s'assurer des bases populaires pour le développement d'un mouvement d'extrême gauche axé sur la classe ouvrière. Dans la mesure où la crise obligea le F.R.A.P. à sortir du court terme et à élaborer une stratégie, le conflit éclata non seulement entre les tendances à l'intérieur de l'organisation, mais aussi à propos des pratiques divergentes de lutte dans les quartiers. Dès lors, le problème se pose de savoir comment lutte urbaine et lutte politique se sont articulées — ou séparées ; et aussi quels furent les effets de la prédominance d'une action sur l'autre quant au niveau de mobilisation et à la situation de pouvoir acquise par les masses dans les quartiers.

### *Entre la charité et l'idéologie*

[Retour à la table des matières](#)

Contraints de définir l'action politique en termes d'objectifs [59] de classe sociale, les comités d'action politique et les conseils de citoyens ont des réactions diamétralement opposées : d'une part, revenir en arrière, se cantonner dans les objectifs immédiats, défendre les conditions de vie dans les quartiers, tout en essayant de le faire d'une manière efficace ; de l'autre, en faisant un bond en avant, entreprendre un travail révolutionnaire de longue haleine, sans ambiguïté, et, pour cela, lancer une campagne de formation idéologique en profondeur. La meilleure illustration de la première tendance est l'évolution du C.A.P. Sainte-Anne ; celle de la deuxième, le comité de quartier Saint-Jacques. Il nous semble utile d'analyser leurs pratiques, dans la mesure où elles sont toutes deux révélatrices de la dialectique entre l'urbain et la politique.

Le C.A.P. Sainte-Anne avait comme champ d'action préférentiel un vieux quartier populaire longeant le Saint-Laurent (La Pointe-Saint-Charles), habité, dans une énorme proportion par des assistés sociaux (40 %) et des chômeurs saisonniers (20 %), occupant de véritables

taudis. C'était, depuis toujours, un des quartiers « privilégiés » de l'aide sociale : y foisonnaient des comités de toutes sortes (logement, équipement, santé, etc.). Le terrain était bien préparé pour l'organisation du C.A.P. Par ailleurs, les résultats des élections n'étaient pas entièrement décevants. Mais voilà qu'après la « crise » les militants ne seront plus acceptés dans les activités collectives du quartier qu'en se joignant à des initiatives qui leur échappent et caractérisées par un strict apolitisme : courroies de transmission locales des organismes d'aide publique, entreprises de crédit, coopératives de production, etc. Les militants essaient de coller au terrain, mais bientôt apparaît la divergence entre les « gens du quartier », uniquement préoccupés par les problèmes d'équipement, et les militants « extérieurs »<sup>10</sup> (parfois habitant à un kilomètre de [60] là...) qui tiennent avant tout à politiser chaque action. Ce clivage recoupe celui existant entre l'ancienne base des comités de citoyens et les militants politiques ayant adhéré directement au F.R.A.P. Dans ces conditions, aucune action durable et autonome n'est entreprise : le C.A.P. se consacre à la discussion des thèses, à la préparation du congrès du F.R.A.P., puis à la discussion des nouvelles orientations... Après un an de travail, c'est l'effritement complet du comité, sa disparition. Pourtant, des comités de citoyens continuent à exister et à mener la petite guerre au jour le jour, en tant que « groupes de pression des pauvres ».

Selon l'analyse faite par le C.A.P. Sainte-Anne, « l'échec est dû à un problème de transition entre des comités de citoyens non structurés et poursuivant des buts extrêmement précis et une organisation de travailleurs plus structurée, plus large et poursuivant des buts plus politiques. Si le problème est bien là, il faudrait se demander pourquoi cette transition n'a pu être assurée jusqu'à articuler les deux éléments (militants et population du quartier) nécessaires à tout processus de mobilisation. La réponse semble être différenciée : d'une part, la base sociale, sous-prolétarienne, est un terrain de choix pour les entreprises charitables et doit suivre le très long chemin qui, de l'oppression quotidienne, conduit à la conscience politique ; d'autre part, et c'est en partie une conséquence des caractéristiques du quartier, les enjeux des revendications, s'inscrivant dans une optique d'assistance sociale, n'ont jamais mis en

---

<sup>10</sup> Il semble clair que l'« extériorité » doit être comprise en termes d'origine de classe.



cause les rapports du pouvoir. En définitive, le C.A.P. (dirigé par d'anciens animateurs sociaux) semble avoir manqué d'une ligne de masse : il a oscillé entre coller aux revendications sans les discuter, du simple fait quelles venaient « des gens » et reléguer au second plan tout travail qui n'était pas directement politique. Ainsi, dans la Pointe-Saint-Charles, les bons citoyens restent entre eux alors que les militants qui ont survécu essaient de créer un organe de coordination [61] générale (le conseil de quartier) pour préparer une « courroie de transmission entre les comités de citoyens et une organisation plus structurée de travailleurs »... si, un jour, cette dernière parvient à exister...

Dans le quartier Saint-Jacques, les caractéristiques sociales sont les mêmes (40 % de chômeurs), et la problématique identique à celle exprimée en Pointe-Saint-Charles, mais les orientations et la pratique politique qui en ont résulté sont fondamentalement différentes. Or, à l'origine, au C.A.P. Saint-Jacques, on trouve l'aide sociale, avec cette précision quelle fut ici particulièrement efficace : en organisant d'abord une coopérative, puis une véritable clinique de quartier administrée par les citoyens eux-mêmes, le comité avait su gagner l'estime d'une large fraction de la population, ce qui lui valut un relatif succès électoral (près de 30 % des voix) et un nombre de militants locaux assez important. Mais, plus politisé que les autres C.A.P. du F.R.A.P., créé de longue date, moins influencé par les animateurs sociaux chrétiens, le C.A.P. Saint-Jacques devint d'emblée la conscience politique du F.R.A.P. (certains diraient la « mauvaise conscience ») et vit dans la crise de 1970 l'exemple même de la faiblesse d'une position non définie du point de vue politique. Prônant la nécessité d'une ligne marxiste rigoureuse et de militants formés en conséquence, le C.A.P. décida de centrer toutes ses énergies dans la constitution d'un noyau « plus qualitatif que quantitatif », préfigurant dans sa ligne et dans son organisation un véritable parti révolutionnaire, dont l'essentiel du travail devait porter sur la classe ouvrière. Il s'agissait donc de profiter de la base locale obtenue par une pratique revendicative urbaine pour développer un noyau de militants d'avant-garde. Dans ces conditions, on comprend les deux exigences majeures du C.A.P. Saint-Jacques à l'égard du F.R.A.P. : l'autonomie complète des C.A.P. de base, car le secrétariat était vu comme l'élément moteur de la ligne social-démocrate ; l'accent mis sur la formation des militants et [62] l'activité de propagande idéologique, l'étape vécue étant analysée comme une phase préparatoire. Ainsi, le

C.A.P. Saint-Jacques devint un noyau idéologique, par ailleurs extrêmement solide et dynamique, y compris dans le travail concret d'enquête et propagande, mais déliant les revendications urbaines de leur pratique dans la mesure où il lui fallait concentrer ses forces sur la contradiction principale (la lutte ouvrière) et sur l'aspect principal de cette contradiction (la construction d'une avant-garde idéologique pour l'ensemble de la société québécoise à partir du comité du quartier Saint-Jacques).

### *La liaison entre lutte urbaine et lutte politique*

[Retour à la table des matières](#)

Les deux expériences aboutissaient, par des chemins différents, à la négation du projet initial du F.R.A.P. : la construction d'un parti populaire à partir des expériences locales des luttes urbaines. Il est donc normal que les autres comités de base aient eu à se définir par rapport à cette polémique et que certains d'entre eux aient essayé de revenir à une pratique à la fois revendicative et politique, articulant les deux aspects dans l'expérience quotidienne. Cette tentative a été menée avec une vigueur particulière dans deux autres expériences pleines d'enseignement.

Le C.A.P. de Côte-des-Neiges, très politisé mais sans l'expérience préalable d'un comité de citoyens (dans la mesure où il s'agissait, pour l'essentiel, d'étudiants et de professeurs de l'Université de Montréal), s'adressait à un quartier très petit-bourgeois. Il a tenté d'abord de coller au niveau de conscience du quartier, sans se décourager et en ne visant le long terme qu'au bout d'une campagne revendicative très concrète. Deux « batailles » ont été menées, le choix des thèmes ayant été entièrement [63] déterminé par les caractéristiques sociales de la population. Ce fut d'abord la démocratisation de la gestion d'une caisse d'épargne ; puis la mise sur pied, pour la première fois dans le quartier, d'une association de locataires. Or, il faut reconnaître qu'entre la subjectivité révolutionnaire des militants et les interventions en assemblée générale pour faire valoir les droits des actionnaires dans la gestion de leur épargne individuelle, la distance était trop grande pour que la jonction se fasse. De même, pour l'association de locataires, la volonté d'être concret et efficace a conduit le C.A.P. à se dépenser dans l'organisation

d'un service administratif extrêmement lourd et qui fonctionnait comme un véritable conseil juridique, en particulier grâce à des consultations téléphoniques. Il en résulta que, le comité ayant réussi à avoir une certaine audience et à réunir quelques dizaines de locataires, ceux-ci (« le peuple ») refusèrent de prendre en main l'association et même d'élire des représentants au bureau : à quoi bon, puisque ces jeunes gens étaient tellement compétents dans les services (gratuits !) rendus ?... La désillusion du C.A.P. Côte-des-Neiges s'est transformée en autocritique : il fallait politiser toute intervention dès le départ, sans pour autant décoller des problèmes concrets posés. Mais, alors, le C.A.P. restait en porte à faux par rapport à sa base locale, couche petite-bourgeoise en mobilité ascendante. Le nouveau style de travail impliquait la délocalisation et l'intervention à partir d'une coordination centrale au F.R.A.P. L'échec provisoire d'une action ouvrait ainsi le chemin à cette conclusion fondamentale : il fallait lier lutte urbaine, lutte ouvrière et lutte politique, à partir d'interventions centralisées stratégiquement, mais toujours concrètes et localisées, sur les endroits et les thèmes *conjoncturellement pertinents*.

Une telle situation s'est effectivement produite au cours de la mobilisation dirigée par le C.A.P. du quartier Hochelaga-Maisonneuve contre le projet d'autoroute est-ouest [64] qui exigeait la démolition de milliers de logements. Tous les atouts pour aboutir à la liaison des luttes tant recherchée y étaient réunis. Le quartier compte une majorité d'ouvriers, nombre d'entre eux sont syndiqués — quartier à la fois populaire et dynamique. Un comité de citoyens y était implanté de longue date et avait obtenu une large audience en menant une longue et dure bataille pour la création d'un centre communautaire, projet qui s'était heurté à une fin de non-recevoir de l'administration. Les résidents du quartier étaient donc à la fois mobilisés socialement et avertis du paternalisme social des institutions urbaines.

L'enjeu sur lequel le comité avait été lancé était lui aussi exemplaire : il touchait concrètement à la population (maisons démolies, quartier bouleversé, bruit et pollution affectant un large secteur de la ville) ; il mettait en jeu des arrangements financiers très subtils entre le gouvernement provincial du Québec et le gouvernement fédéral canadien, alors que l'axe de circulation projeté n'était utile que dans le cadre d'une planification urbaine ignorant délibérément les transports en commun. La campagne, entamée au début de 1971, fut menée avec un

grand sérieux, à la fois dans le quartier et dans tout Montréal. Un front d'organisations fut constitué, qui groupait syndicats et organisations populaires, et qui obtint l'appui du parti québécois au Parlement provincial. Des bulletins d'information circulèrent, des réunions furent tenues, une pétition signée, au porte-à-porte, par des milliers de personnes ; des manifestations de masse furent organisées, dont une en voiture, suivant le tracé de la future autoroute.

Pourtant, le projet fut maintenu, les appuis diminuèrent, la population du quartier se lassa : en définitive le comité resta seul et put difficilement faire front à l'immense appareil financier et politique sous-jacent, à la « rationalité des transports urbains ». Sans jamais démordre des slogans revendicatifs, il fallut pourtant reconnaître [65] l'échec global de la campagne, au fur et à mesure que les machines se remettaient en marche. Pourquoi une telle issue, alors qu'étaient réunies les conditions qu'on vient d'énumérer ? Justement, du fait de l'importance de l'enjeu. Face à des intérêts aussi puissants, s'il était entièrement correct d'engager une lutte qui nécessairement *devait déboucher sur un combat politique à partir d'une revendication urbaine*, il fallait en avoir les moyens. Or, seul le comité (et par lui le F.R.A.P.) était prêt à ce combat — au-delà d'oppositions plus ou moins respectueuses. La crise interne ravageait le F.R.A.P. ; les diverses tendances d'un côté, les objectifs d'aide sociale de l'autre poussaient à l'éclatement. Ainsi, la faiblesse de l'organisation centrale, *suscitée par les erreurs d'interventions locales*, se retournait contre les luttes dans les quartiers et empêchait de se développer à un niveau politique supérieur la lutte revendicative de masse, engagée dans des conditions pourtant excellentes, sur un enjeu porteur de contradictions fondamentales. La pratique montrait ainsi la liaison dialectique nécessaire entre centralisation des forces et concentration locale des luttes qui avaient, en fait, une portée politique générale. Mais la conscience en était acquise au prix d'une nouvelle défaite. Elle ne pouvait être que bilan d'expérience pour un nouveau départ.

Affaibli par la scission de gauche du C.A.P. Saint-Jacques, par la scission corrélatrice de la tendance d'animation sociale, par la désintégration de plusieurs C.A.P. à la suite de ces échecs, le F.R.A.P. devait se transformer.

Le « Congrès de réorientation » de 1971 n'ayant été qu'une consécration de l'autonomie locale comme transition vers l'éclatement, le F.R.A.P. essaie, début 1972, d'opérer une reconversion totale à partir

des débris des anciens C.A.P., à partir d'une initiative centrale fortement structurée et ayant comme objectif la construction d'un parti populaire, où l'urbain ne serait qu'un des thèmes de revendication parmi d'autres. En mettant en avant la nécessité d'une organisation politique de la classe [66] ouvrière, instrument essentiel dans la lutte contre la classe capitaliste, « avec l'idée que c'est vers l'État et le pouvoir de l'État que cette organisation doit être tournée <sup>11</sup> », c'est un nouveau F.R.A.P. qui tente de se constituer. À partir de ces perspectives de nouvelles initiatives sont lancées au début de 1972, en particulier la constitution d'un front d'organisations politiques et syndicales, le Conseil ouvrier des transports sous la direction du F.R.A.P. pour s'opposer à la nouvelle loi en matière de transports urbains, en préconisant une réorganisation des transports en commun et en refusant la mainmise des groupes financiers sur les services publics, en particulier sur les taxis. Les premiers succès enregistrés au cours de cette vigoureuse campagne semblent être l'expression d'une pratique de ligne de masse de la part de noyaux de militants trempés par les crises successives des comités d'action politique.

Mais la nouvelle organisation qui tente ainsi de relancer la lutte tient compte des échecs passés dans la tentative d'articulation des revendications urbaines et de la mobilisation politique. Et les militants savent maintenant qu'on ne peut pas confondre le terrain d'intervention, les conditions concrètes de la liaison aux masses dans la lutte et les bases politiques de fondation d'une organisation. Plus simplement, ils savent qu'en essayant de bâtir un parti révolutionnaire par extrapolation directe des mouvements de revendication urbaine, on court le risque d'en rester à une révolution municipale...

\*  
\* \*

Les informations sur lesquelles est fondée cette analyse proviennent de plusieurs sources :

[67]

---

<sup>11</sup> Document de travail pour le développement de l'unité des militants, secrétariat du F.R.A.P., janvier 1972.

- Une expérience personnelle, en particulier dans le Mouvement d'action politique municipale, lors de mon séjour à Montréal en 1969.
- Des travaux d'étudiants québécois dans mes séminaires de politique urbaine, en 1969 à l'Université de Montréal ; en 1970 et 1971, à l'université de Paris.
- Des longues conversations avec un des dirigeants du Front d'action politique (F.R.A.P.) en 1971.
- Des discussions avec Évelyne Dumas, auteur d'une série d'articles sur ce thème dans *The Montreal Star*.
- De l'échange continuuel d'informations et d'idées avec Ginette Truesdell, sociologue québécoise, auteur d'une étude sur ce thème.
- Des bulletins, tracts, publications et rapports internes du F.R.A.P. et des comités de citoyens à Montréal.

Il va sans dire qu'aucune de ces personnes ou sources n'est responsable des erreurs et propos que j'ai pu tenir. Elles sont, par contre, pour beaucoup dans l'information fournie et les analyses effectuées.

Dans ce chapitre, je n'ai pas censuré les noms de lieux ni les circonstances ou événements, dans la mesure où tous ceux-ci sont publics et publiés, du fait des caractéristiques particulières du Québec...

Enfin, nous nous interdisons tout jugement politique, au sens strict, sur cette expérience : c'est aux masses québécoises et à leurs militants qu'il appartient de trancher.

[68]

[69]

**Lutttes urbaines et pouvoir politique**

## **Chapitre IV**

---

**Mystification idéologique  
et contradictions sociales :  
le mouvement d'action écologique  
aux U.S.A.**

[Retour à la table des matières](#)

[70]

Il y avait des fleurs et des jeux d'enfants, des couples d'amoureux et des communautés hippies, dans un mélange racial inhabituel en Californie. Il y avait des arbres et des cris d'animaux, il y avait un jardin là où, quelques semaines auparavant, s'étalait un terrain solitaire et grillagé, parc abandonné destiné à un vague projet d'extension de l'université de Californie à Berkeley. Les étudiants en avaient décidé autrement : ce serait le « People's Park ». Et, effectivement, tandis que des brigades de volontaires l'aménageaient au jour le jour, des milliers de personnes s'y délassaient, en jouant sous le soleil printanier. Mais le Bureau des régents de l'Université délibéra, le fasciste Ronald Reagan cria au respect de la propriété du domaine public. La police reçut des ordres. Le 15 mai 1969, elle occupa le parc au petit matin, détruisant les installations et pourchassant les campeurs. Quand le peuple voulut réoccuper son parc, il était devenu camp retranché pour trois mille gardes nationaux baïonnette au fusil. Ils tirèrent. Plus de cent personnes furent atteintes. L'étudiant James Rector ne se releva plus. Après une journée de chasse à l'homme, le silence du parc fut préservé, en attendant les machines qui devaient le transformer en services utiles à la société.

Or le président Nixon, l'homme qui a fait déverser sur les populations du Vietnam un tonnage de bombes jamais égalé, cet homme parlait, en 1969, des grandioses perspectives nouvelles ouvertes à la civilisation américaine :

*La principale préoccupation du troisième tiers de notre siècle sera, je le crois, la poursuite du bonheur... Dans nos futurs efforts vers le bonheur de tous, il n'y aura probablement pas de but plus important que l'amélioration de notre environnement...*



[71]

*[...] Si nous devons améliorer matériellement notre environnement dans les mois et les années à venir, notre peuple tout entier doit s'unir dans cet effort. Il faudra une action ferme du gouvernement — au niveau fédéral, à celui des États et au niveau local. Des citoyens individuellement et des groupes de volontaires doivent s'unir dans cette croisade. Ainsi que le monde des affaires de l'industrie, les organisations ouvrières et agricoles, l'enseignement et la science, et toutes les catégories de la société... Les conséquences imprévisibles de notre technologie ont souvent dégradé notre environnement ; nous devons désormais faire appel à cette même technologie pour sa restauration et sa préservation. Si je peux y parvenir, alors les dix prochaines années ne seront pas seulement le début de notre troisième siècle en tant que nation, mais aussi l'époque du renouveau pour la nation américaine de possibilités infinies <sup>12</sup>.*

Voilà donc qu'on chante le retour aux fleurs et qu'on tue ceux qui suivent — à leur manière, il est vrai — la bonne parole.

Alors ? L'amour de la nature, la préservation de l'environnement constituent-ils une nouvelle idéologie mystificatrice de l'*Establishment* américain en une nouvelle revendication populaire chargée de potentiel révolutionnaire ? Et s'il s'agit d'un thème qui présente les deux aspects, comment l'expliquer ? Plus encore, à quelles conditions et à travers quels processus les mouvements écologiques deviennent-ils instrument d'intégration ou de contestation ?

Ce qu'on ne peut nier, ce qui est un fait, c'est la puissance mobilisatrice de ces problèmes dans une large fraction de la jeunesse américaine et aussi l'encouragement donné à un tel mouvement par les institutions politiques et les milieux financiers.

---

<sup>12</sup> Statement from President Nixon, *Fortune, The Environment*, Harper and Row, New York, 1969.

[72]

***L'action écologique :  
des élites passéistes au mouvement de contestation***

[Retour à la table des matières](#)

Des sociétés de protection de la nature, il y en a toujours eu aux États-Unis, fortement liées aux milieux dirigeants et centrées sur le thème de la conservation, au sens général du terme. La plus célèbre de ces organisations, The Sierra Club, a été fondée en 1892 et s'est développée, toujours modérément, en menant une campagne pour la création de parcs nationaux afin de préserver les sites naturels. Conservateurs, leurs membres l'étaient aussi sur le plan social, même dans *leur fief* californien : jusqu'en 1959, le cercle de Los Angeles refusait d'admettre des noirs... L'autre grande association patronale, The Audubon Society, fut créée en Floride au début du siècle, afin de préserver les espèces animales sauvages de la région d'Everglades. Quant au grand prophète de l'écologie, Henry David Thoreau, il ne fut longtemps qu'un rousseauiste de second ordre, prêchant, par quelques écrits et par l'exemple, un retour à l'état sauvage qui rencontra peu d'écho dans une Amérique lancée dans l'industrialisation à outrance et la formation des grands trusts économiques à l'échelle mondiale.

Mais ces vieilles associations bien tranquilles et ces thèmes oubliés dans les rocking-chairs d'une élite arrêtée dans le temps allaient être le tremplin d'un véritable torrent de discussions, organisations, actions qui secouèrent d'abord les grandes universités du pays, pour s'étendre ensuite à de vastes secteurs de la population, faisant ainsi, pour la première fois, le lien entre les activistes étudiants et l'Amérique endormie des banlieues de classe moyenne. En général, les premières initiatives partirent de leaders étudiants déçus du relatif échec du mouvement [73] de contestation après une première phase ascendante. En effet, la lutte pour les droits civiques avait montré les limites des thèses du Black Power et de la décision des militants noirs de compter sur leurs propres forces ; la campagne contre la guerre du Vietnam avait moins de prise à partir du moment où, sous la pression du peuple vietnamien, Nixon devait amorcer un désengagement du corps expéditionnaire, tout en menant une guerre d'une autre sorte qui toucherait moins directement le

peuple américain. Le Free Speech Movement et les exigences nouvelles de démocratie organisationnelle allaient être digérés en souplesse par les universités libérales. Les tentatives de politisation institutionnelle (campagne Mac Carthy et Convention démocrate de 1968) tournèrent court face aux machines des partis traditionnels. En conséquence, ce mouvement étudiant connut une crise très grave, dont les expressions les plus saillantes furent l'éclatement de la seule organisation révolutionnaire nationale, la S.D.S., à la Convention de Chicago en 1969, et la migration en masse de bon nombre de contestataires vers des communautés rurales où ils tentèrent, en vain, de constituer des sous-cultures capables de se suffire à elles-mêmes.

C'est ainsi qu'un leader étudiant de Berkeley, Cliff Humphrey, toutes illusions perdues, fonda, avec sa femme et un couple ami, le premier groupe d'*Ecology Action* dans cette université, en 1968. De même, certains dirigeants du World International Party (groupe gauchiste) en vinrent à constituer un service de presse sur « l'émergence idéologique », l'E.R.O. (Earth read-out), etc. Le processus se généralisa, en commençant toujours par la constitution d'un noyau de convertis qui, frappés par l'évidence de leurs thèses, organisaient avant tout une diffusion des thèmes, par la projection de films, l'organisation de réunions, la diffusion de brochures. En effet, il convient de noter que le mouvement écologique partit de programmes préélaborés par des militants, alors que, lors des mobilisations [74] précédentes : minorités, Vietnam, etc., la prise de parole avait été à la fois plus balbutiante et plus collective.

Ces thèses sont simples quant au fond et extraordinairement détaillées quant aux exemples et aux manipulations concrètes qui leur servent d'appui. En adoptant souvent le ton dramatique et transcendant, elles battent le rappel pour le retour aux sources avant le seuil fatidique de la destruction de notre monde. Millénarisme au goût nucléaire et réflexe de peur d'une superpuissance en difficulté, les thèses écologiques sont des variations autour d'affirmations du genre de celles-ci.

« Les réalités écologiques de la vie sont menaçantes. La survie de tous les êtres vivants — y compris l'homme — dépend de l'intégrité du réseau complexe de phénomènes biologiques parmi lesquels figure le système écologique de la terre. Cependant, ce que l'homme fait sur la terre viole cette loi fondamentale de l'existence humaine. Car les technologies modernes agissent sur le système écologique qui nous soutient

de manière menaçante pour sa stabilité ; avec une perversité tragique, nous avons lié une grande part de notre économie productive à des aspects de la technologie qui sont précisément destructeurs sur le plan écologique. Ces rapports étroits et profonds nous ont enfermés dans un cycle d'autodestruction. Si nous voulons échapper à cette voie suicidaire, nous devons commencer par apprendre les réalités écologiques de la vie <sup>13</sup>. »

Ce préalable d'apprentissage et d'information a été puissamment appuyé par les institutions universitaires qui, à la différence de ce qui se passa pour les précédentes campagnes de mobilisation ouvrirent leurs portes et [75] offrirent leurs ressources aux tenants de l'écologie, organisant cours et recherches sur ces thèmes.

Sur le plan des mesures concrètes, le mouvement s'est orienté avant tout vers la conservation de la nature et « l'équilibre naturel », attaquant par conséquent toutes les sources de pollution des éléments naturels : air, eau, mer, calme campagnard, nourriture, etc. Les voitures sont condamnées (émission de fumée et de bruit), les usines (détérioration de l'air), les bombes atomiques (sources de radioactivité), la guerre au Vietnam (utilisation des défoliants chimiques). Les imaginations ont été fortement frappées d'un côté par l'existence des déchets non périssables, en particulier les matériaux plastiques indestructibles et les cimetières de voitures ; de l'autre, par l'utilisation non contrôlée de produits chimiques, par exemple du D.D.T., dont les effets nocifs pour l'organisme semblent avoir été prouvés. Par contre, les problèmes urbains ne sont pas traités en tant que tels, et les villes sont plutôt condamnées globalement en tant que milieux de vie artificiels (et non pas naturels). Mais si la nature n'a pas à s'occuper de la ville, sa problématique est étroitement liée à celle de l'explosion démographique ; le contrôle rigoureux des naissances passe pour une des revendications les plus rigoureuses des tenants de l'équilibre naturel.

L'une des organisations la mieux implantée est Zero Population Growth, qui prône l'arrêt total de la croissance démographique aux

---

<sup>13</sup> Barry COMMONER, Background paper for the 13<sup>th</sup> National Conference of the U.S. National Commission for U.N.E.S.C.O., 1969.

U.S.A. en 1980 ; dans le reste du monde, en 1990. Son président, Ehrlich, est l'auteur du best-seller *The Population Bomb*, qui rend l'excès de population responsable de tous les maux qui affligent notre monde et propose une série de mesures énergiques pour y mettre fin, en particulier dans les « pays sous-développés » — entre autres, le déversement de produits stérilisants dans l'eau des grandes villes, la taxation des enfants et la création d'une taxe de luxe pour les produits à l'usage des bébés...

[76]

Il s'agit en effet de ne pas mettre au monde un nombre toujours plus grand de ces agents premiers de pollution que sont les hommes, destructeurs d'une nature dont la préservation est à l'origine de toute vie.

La base sociale d'un tel mouvement est bien définie : elle se compose d'une avant-garde d'étudiants et de clubs de jeunes et repose sur l'appui d'une large fraction de la classe moyenne blanche demeurée jusqu'à présent à l'écart des mouvements sociaux et idéologiques de la société américaine. En ce sens, le mouvement sur l'environnement s'articule avec l'action entreprise depuis quelques années par Ralph Nader et son American Trial Lawyers Association, pour défendre les consommateurs contre la toute-puissance des grandes compagnies au travers d'actions judiciaires éclatantes, dont les plus importantes furent celles qui mettent en cause la responsabilité des constructeurs quant à la sécurité des automobiles. On sait que l'idéologie de Ralph Nader et des associations de consommateurs se réduit à l'attaque des monopoles, tout en respectant les postulats libéraux de la libre concurrence et les règles du choix libre et individuel.

Il s'agit, avec le thème de l'environnement, d'un double retour en arrière : vers une nature primitive et vers une économie sans monopoles...

Le style d'intervention de Nader a aussi justement marqué ce mouvement écologique : en effet, l'essentiel de ses actions a consisté dans l'organisation de campagnes d'opinion débouchant sur des procès juridiques contre telle ou telle décision offensant la nature, ou bien visant à la promulgation de lois en ce sens. Certes, dans les universités, il y a toute une série d'actions spectaculaires (enterrement de moteurs de voitures, convois transportant des ordures, marches antipollution, etc.), mais elles ont été avant tout des éléments publicitaires pour faire

pression au niveau des institutions. Point clef : il s'agit, dans toutes ces batailles, d'une revendication dont le bien-fondé est reconnu au niveau idéologique général [77] par les milieux dirigeants et les mass medias. Par contre, on peut dire qu'il n'y a pratiquement pas eu d'écho dans les minorités : Noirs, Portoricains, Chicano, Indiens en dehors d'une utilisation purement tactique pour justifier des revendications spécifiques avancées en fonction d'autres objectifs.

Peut-être cela tient-il à la radicalisation politique croissante de ces minorités, alors même qu'une des caractéristiques fondamentales du mouvement écologique est d'effacer les frontières idéologiques. Des observateurs de la presse américaine l'ont remarqué avec complaisance : on y retrouve côte à côte les fascistes de la John Birch Society et des gauchistes du S.D.S.. Face au problème biologique de la survie, tous les hommes, dit-on, se fondent en une seule armée de boy-scouts prêts à défendre la nature contre la technique, au-delà des classes et des régimes politiques. Malheureusement pour ces idéologues, un examen rapide montre bien que la base sociale mobilisée appartient dans son immense majorité aux couches moyennes blanches, et l'élite dirigeante aux professions libérales et aux cadres supérieurs. La nouveauté importante par rapport à des mouvements traditionnellement *middle-class* est la jonction opérée au sein du mouvement écologique entre ces couches et la fraction étudiante radicalisée ces dernières années. C'est cette situation qu'il faut analyser et expliquer, d'autant plus que le paradoxe est poussé à l'extrême par la coïncidence thématique et organisationnelle entre ce nouveau mouvement « contestataire » et la nouvelle problématique des milieux dirigeants américains.

### **Les grandes manœuvres de l'« éco-establishment »**

[Retour à la table des matières](#)

On connaît, en effet, l'insistance de l'administration [78] Nixon sur la sauvegarde de l'environnement, alors même qu'une sourdine est mise aux quelques « réformettes » tentées auparavant : la guerre contre la pauvreté, le « Model Cities Program », les efforts timides d'intégration raciale étaient remplacés (on les aurait voulu dépassés) par une politique qui se voulait prospective, visant les fondements mêmes du bonheur humain. Dans les discours officiels et dans les quelques

mesures prises, à grand renfort d'appareils bureaucratiques, ces leitmotifs suggéraient plus ou moins la fin de l'Histoire : après avoir vaincu la Nature grâce à la Technique, après avoir frôlé la catastrophe de la destruction de la première par la seconde, on revenait à une Nature confortable, à l'aide d'une technologie débarrassée d'appétits sans frein et domestiquée à l'intérieur d'un équilibre écologique qui devrait entraîner l'équilibre social. En un mot, on opposait au communisme le retour à la communauté primitive, à l'intérieur d'un système fondé sur la libre entreprise.

Les plus grandes firmes américaines emboîtèrent le pas, créant des centres de recherche, préparant la production en série de « produits naturels » et de systèmes antipollution, lançant de vastes campagnes publicitaires et soutenant ce mouvement d'opinion enfin détourné des arguments dépassés concernant l'inégalité sociale.

La grande réconciliation entre État, monopoles et étudiants contestataires, ce fut l'Earth Day, le 22 avril 1970. Ce jour-là des millions de personnes, étudiants à l'avant-garde, participèrent dans tout le pays à de grandes manifestations publiques pour prêcher la protection de la nature à travers le civisme et le retour aux mœurs simples ; meetings, marches, « actions exemplaires » se succédèrent <sup>14</sup>...

C'était un peu à la fois les manifestations pacifistes et les concentrations à la Woodstock, mais il y avait en [79] plus cette étonnante unanimité de la nation américaine retrouvant enfin son sentiment communautaire, mis en danger, ces dernières années, par une nouvelle jeunesse contestataire. Mais cette fois, la jeunesse pouvait être comblée : un peu partout, des personnalités publiques de premier rang prirent la parole dans les meetings ; le texte préparatoire à la journée, *The Environmental Handbook*, reçut une approbation quasi officielle des conseillers de la Maison-Blanche ; et, surtout, *les grands trusts financèrent l'organisation de la journée* (parmi eux, par exemple, Procter de Gamble, General Electric, Goodrich, Du Pont, Standard Oil of New Jersey, International Paper, Philips Petroleum, Coca-Cola, Chevron Oil, General Motors, Atlantic Richfield). « Responsabilité de la grande entreprise » ? Peut-être... Mais quand on connaît la position et l'action des

---

<sup>14</sup> Richard Neuhaus fait un excellent récit, assez caustique, du déroulement de cette journée, au centre de New York, dans le premier chapitre de son livre *In Defense of People*, McMillan, New York, 1971.

trusts par rapport aux autres mouvements de contestation, il y a lieu de s'étonner et de s'interroger sur les intérêts sous-jacents à une telle unanimité où, à côté de « tous les enfants du monde » se donnent aussi la main bon nombre de grands méchants loups...

**La critique de gauche :**  
**Idéologie de l'environnement et nouvelles formes**  
**du profit capitaliste**

[Retour à la table des matières](#)

Voilà qui explique la vigueur des critiques qui ont été adressées à la problématique de l'environnement par la gauche américaine, à la fois sur le plan idéologique et sur le plan des intérêts économiques sous-jacents.

En effet, si l'on se réfère au contenu implicite des thèmes centrés sur l'environnement, il est évident que cette idéologie naturalise les contradictions sociales, en réduisant l'histoire à une relation entre l'Homme et la Nature en tant qu'ensemble de ressources préexistantes. On [80] se réfère donc à une essence métaphysique, à un « état préalable » qui est perdu, détérioré, souillé, par une subordination aux impératifs technologiques dont on ne peut pas se passer, de toute façon, car grâce au progrès technique, on élève le niveau de vie. L'effet concret de cette idéologie est éclatant : il s'agit de rassembler toutes les défaillances de ce qu'on appelle « la vie quotidienne », c'est-à-dire les conditions collectives de consommation et de relation sociale, sous une étiquette générale qui les présenterait comme une calamité naturelle (*naturellement technologique*), contre laquelle on ne peut que mobiliser sans exclusive les « hommes de bonne volonté », éclairés et épaulés par leur gouvernement. « Apolitique », humanitaire, universaliste et scientiste, l'idéologie de l'environnement transforme l'inégalité sociale en nuisances physiques et fond les classes sociales en une seule armée de boy-scouts. Pourtant on connaît le lien direct entre recherche du profit privé et absence de prise en compte des « coûts sociaux » dans le calcul d'une rentabilité devenue norme première du fonctionnement social.

Plus encore, les militants de gauche ont mis en lumière non seulement la responsabilité des mécanismes capitalistes dans la production



de la pollution <sup>15</sup> mais encore l'existence d'un véritable complexe industriel pour la fabrication et l'installation de systèmes de contrôle de la pollution, formé essentiellement par les grandes entreprises dont l'activité est la source des principales pollutions <sup>16</sup> ! Cette branche d'activité s'attend à un taux de croissance annuel de 20 % dans les prochaines années, c'est-à-dire trois fois plus que la grande industrie. Or, ce nouveau marché est en train d'être occupé par les groupes industriels classés comme sources majeures de pollution : Daw Chemical, Monsanto Chemical, W. R. Grace, Du Pont, [81] Merck, Nalco, Union Carbide, General Electric, Westinghouse, Combustion Engineering, Honeywell, Beckman Instruments, Alcoa, Universal Oil Products, North American Rockwell, etc. Ainsi, sans nier la détérioration des conditions de la vie quotidienne, la gauche pose la question des mécanismes de cette crise, en même temps qu'elle se refuse à y voir la contradiction principale de la société américaine.

À ces critiques théoriques sur l'idéologie de l'environnement et les intérêts sous-jacents, il faudrait ajouter la critique pratique qu'expriment, en ne s'exprimant pas, les groupes les plus actifs des minorités nationales américaines : Black Panthers, Portoricains des Young Lords Party, Chicanos, Indiens semblent mépriser ces thèmes revendicatifs et insistent plutôt sur les conditions de vie dans leurs ghettos, moins en termes d'environnement qu'en termes de discrimination et d'oppression comme ils le font depuis plusieurs années <sup>17</sup>. Ils luttent pour des logements décents, pour des terrains de jeux pour les enfants, mais non pour la sauvegarde de la nature ; ils luttent contre les propriétaires spéculateurs, contre les municipalités au service des classes moyennes, contre les brimades policières qui, par exemple, empêchent d'ouvrir les bouches d'eau dans les rues pour noyer la chaleur de l'été dans les villes américaines.

L'indifférence à la croisade pour l'environnement, de la part de ceux qui constituent encore, malgré les crises, le fer de lance de la gauche

---

<sup>15</sup> « To Escape Ecological Disaster : International Socialist Planning », *The Militant*, avril 1970.

<sup>16</sup> Cf. Martin GELLEN, « The Making of a Pollution-Industrial Complex », *Ramparts*, mai 1970.

<sup>17</sup> Cf., à ce sujet, l'excellent recueil de textes et expériences du mouvement révolutionnaire américain : Bruce FRANKLIN, *From the Movement toward Revolution*, Van Nostrand, New York, 1971.

américaine, ne peut que renforcer le scepticisme quant aux perspectives d'innovation sociale offertes par le mouvement écologique, elle donne raison aux critiques de l'idéologie naturiste et met en garde contre les risques de manipulation dont est l'objet une jeunesse étudiante qui manque de maturité politique.

[82]

### *Et pourtant...*

[Retour à la table des matières](#)

Et pourtant, on ne peut pas confondre la réalité et l'envergure d'un problème avec le traitement social dont il est l'objet. Ce qui veut dire que, s'il est vrai que la détérioration des biens collectifs est exprimée dans les termes de l'idéologie dominante et que les trusts essaient même d'en tirer profit (comme de toute chose, puisque toute valeur d'usage est valeur d'échange dans le capitalisme), il s'agit aussi d'une réalité vécue par les gens, qui a bien évidemment des causes sociales, et non pas « techniques » ou « biologiques ». Or, dès que l'on met en lumière cet état de choses, des pans entiers de la logique capitaliste risquent de s'écrouler. Qu'on pense, par exemple, aux conséquences d'un véritable boycottage de la voiture sur une industrie automobile qui est au centre du système des trusts... Il est vrai que le moteur électrique pourrait être un nouveau débouché, mais il y a l'amortissement de tout ce qui existe et, surtout, les intérêts superpuissants des trusts pétroliers. On a pu démontrer qu'il s'agit là de la principale source de pollution, mais qui oserait mettre en cause l'activité de ces géants, leur bon vouloir en ce qui concerne les procédés techniques mis en œuvre, l'opportunité des forages et exploitations ? Il y a donc de la contestation « bon enfant » et de la « méchante contestation », en ce qui concerne l'environnement et le manque de prise en considération de ces problèmes par les entreprises privées a pu, en certains cas et *pour certaines couches*, semer un premier doute sur le bien-fondé du fameux slogan : « Ce qui est bon pour la G.M. l'est aussi pour les U.S.A. » Cela explique peut-être que l'on s'oriente de plus en plus, dans les milieux officiels, vers un rejet des responsabilités, en matière de pollution, sur le phénomène urbain, donc, en dernière instance, sur chacun des citoyens, polluant tout dans chacun de ses gestes. Conséquence : on ne peut agir que par [83] le civisme et

l'autodiscipline, par la bonne tenue écologique, biologique, et évidemment sociale...

Cela explique aussi un autre fait hautement significatif et relativement peu connu : si, dans bien des discours officiels, la protection de l'environnement est devenue un véritable leitmotiv, *les mesures concrètes de politique gouvernementale stagnent et les progrès effectués dans la lutte antipollution sont pratiquement nuls*. C'est ainsi que, de 1965 à 1970 la part du budget fédéral consacrée aux programmes sur l'environnement *diminue* régulièrement :

**PART DU BUDGET FÉDÉRAL  
CONSACRÉ À L'ENVIRONNEMENT**

Année	% du budget
1965	2,3 %
1966	2,2 %
1967	2,0 %
1968	1,9 %
1969	1,9 %
1970	1,8 %

SOURCE : Barry WEISBERG, « The Politics of Ecology », *Liberation Magazine*, January 1970.

D'autre part, les principales mesures antipollution qui auraient pu être prises ne l'ont pas été ou l'ont été de façon inefficace. Par exemple, il n'y a pas eu définition des seuils de pollution dans la composition des différents carburants, ce qui rend parfaitement subjectif tout contrôle ; de même, aucun contrôle n'est exercé sur les forages pétroliers : le Congrès refusa d'abolir la loi minière de 1872, qui permet à tout particulier de pratiquer des excavations et des fouilles en vue de chercher des gisements, sans autre limitation que les droits de propriété ; aucun [84] système général d'épuration des cours d'eau n'a été envisagé pour ne pas gêner le fonctionnement des systèmes locaux (très peu efficaces), qui représentent toutes sortes d'intérêts économiques et politiques dans chaque ville. Ces atermoiements ne sont pas étonnants quand on connaît les liaisons d'affaires du haut personnel de l'*Eco-Establishment* :

ainsi Bert S. Cross, nommé par Nixon à la présidence du National Industrial Pollution Control Board, est en même temps président du Minnesota Mining and Manufacturing, compagnie condamnée pour pollution du Mississippi avec des produits sulfureux ; ainsi John Blatnik, qui préside le sous-comité du Congrès sur les ports et rivières, représente les intérêts des mines de taconite, une des principales sources de pollution du lac Superior ; même le sénateur démocrate Muskie, candidat à la présidence et fervent activiste pour l'environnement, est limité dans son ardeur par sa qualité de défenseur des intérêts de l'industrie pétrolière : il projette d'installer un complexe, tout à fait polluant, au beau milieu de son État, le Maine, l'une des zones naturelles à préserver en priorité...

Le thème de l'environnement apparaît donc comme un gigantesque malentendu, où les contradictions et les tentatives de manipulation s'enchevêtrent dans une dialectique serrée entre l'intégration et la mise en question. Ainsi, on est obligé de rejeter la globalisation du mouvement écologique considéré comme une unité, en essayant de différencier les types d'intervention suivant le contenu structural des objectifs visés et la base sociale effectivement mobilisée.

### ***Typologie des mouvements de défense de l'environnement : quelques exemples***

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on veut comprendre, plutôt que juger, une forme [85] de mobilisation sociale aussi complexe et originale que le mouvement écologique américain, il faut distinguer une série de situations qui vont de la participation à la contestation, en fonction du groupe social intervenant et de l'enjeu de l'action.

Il y a, tout d'abord, de nombreux cas de mobilisation où les élites de la classe moyenne ont pris l'initiative sur un thème dont l'enjeu était mineur par rapport aux intérêts sociaux dominants et dont la popularité était pourtant facile à obtenir. C'est le cas d'une des actions les plus réussies des défenseurs de l'environnement : la préservation de la baie de San Francisco, dont le domaine maritime était progressivement envahi par la construction. Constatant qu'il s'agissait là d'une simple

spéculation foncière profitant à des groupes immobiliers au détriment du patrimoine naturel de la côte californienne, un comité se forme, groupant notamment des professeurs et des cadres supérieurs, qui cherche un soutien de l'opinion et exerce des pressions sur la chambre provinciale, dans la meilleure tradition du *lobbying* des groupes d'influence américains. Avec une bonne campagne de presse et un soutien massif de l'opinion (200 000 signatures), le comité obtient en 1969 le vote d'une loi exigeant la délivrance d'un permis de construire pour toute nouvelle opération qui empiéterait sur la baie. À signaler que, pour subventionner le système ainsi établi, le gouverneur proposa d'établir un impôt spécial pour les riverains de la baie... Victoire presque complète, action parfaitement respectueuse des institutions, objectifs partagés par tous les groupes, intérêts très peu puissants mis en œuvre (quelques groupes immobiliers...) — une telle action est le type même de cette « politique concrète pour bons citoyens » — sous-jacente à l'idéologie de l'environnement.

Par contre, la mobilisation de la même couche sociale, la classe moyenne dirigée par des professionnels de haut niveau, prend un tout autre sens quand l'enjeu met [86] en cause des intérêts importants. C'est le cas de la vigoureuse campagne menée par un groupe de scientifiques de l'université Cornell, en s'appuyant sur une partie de la population, contre l'installation d'une centrale nucléaire près du lac Carjuge, dans le nord de l'État de New York. Après avoir fondé un comité de riverains et présenté un rapport scientifique démontrant les dangers encourus par la population, les défenseurs de la paix naturelle de cette zone arrivèrent à bloquer le projet (émanant d'une compagnie privée) vers la fin 1969 <sup>18</sup>. Les intérêts ainsi mis en cause sont considérables : une généralisation de cette protestation atteindrait la politique énergétique future des grandes firmes américaines. Ce type d'action, tout aussi légaliste que dans l'affaire de la baie de San Francisco, a beau être modéré, les résultats objectifs du processus ne le sont pas : le thème de l'environnement se rebiffe ainsi contre ses idéologues.

Plus encore, lorsque l'action écologique se développe dans un milieu étudiant qui n'est pas encore prêt d'oublier ses velléités révolutionnaires, des connexions hautement explosives peuvent se créer entre une

---

<sup>18</sup> Cf. Dorothy NELKIN, *Nuclear Power and its critics, The Carjuga Lake Controversy*, Cornell Univ. Press, 1972.

revendication socialement légitime et des analyses moins passéistes que celles des clubs de campeurs. Ainsi, à côté des marches naturalistes des « Sierra-Club », il y a aussi mobilisation anticapitaliste de la part d'autres groupes étudiants, soutenus sur le fond, sinon dans leurs méthodes, par une large fraction de l'opinion. Ainsi, en 1970, après que les plages de Santa Barbara, Californie, eurent été polluées pendant des mois par les activités de l'Union Oil, les étudiants prirent d'assaut et brûlèrent le siège de la Bank of America, véritable maître de l'Union Oil, précisant aussi que cette banque prenait une part active à la politique de discrimination raciale, à la chasse aux jeunes, à la guerre du Vietnam. Voilà comment les liaisons [87] entre ces faits et le thème de l'environnement, mieux compris par la grande partie non mobilisée de la population, deviennent explosives, au sens strict du terme.

C'est aussi ce qui se produit dans les mobilisations des ghettos noirs autour d'objectifs spécifiquement urbains. Les émeutes de 1967 ont eu très souvent pour *prétexte* (et non pour cause, comme on le dit parfois) le manque d'équipements collectifs, en particulier d'espaces verts et de terrains de jeux dans les quartiers pauvres <sup>19</sup>, et la lutte contre la démolition des ghettos prévue dans les projets de rénovation urbaine a été à la base de plusieurs affrontements de masse contre la police et les planificateurs urbains. Il s'agit là d'une défense du ghetto en tant que base écologique d'une communauté sociale et politique qui affirme son autonomie en vue de sa libération. La lutte pour l'environnement spécifie ainsi, dans de tels cas, en la renforçant, une lutte de classe <sup>20</sup>.

Cela dit, si dans le mouvement écologique, il y a une telle diversité de situations et de processus, cela résulte de la combinaison toujours changeante d'un certain nombre d'éléments fondamentaux dont la prédominance ou la subordination explique le contenu social de chaque action.

### *Les composantes internes du mouvement écologique ou « Pourquoi tout le monde semble être d'accord »*

---

<sup>19</sup> Cf. sur ce point le Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders, mars 1968.

<sup>20</sup> Cf. M. CASTELLS, « La Rénovation urbaine aux U.S.A. », *Espaces et Sociétés*, I, 1970.

[Retour à la table des matières](#)

La variété de registres politico-idéologiques de la mobilisation sur l'environnement provient de la diversité contradictoire des sources sociales qui en sont la base.

[88]

Ainsi, il semble correct de relier la nouvelle industrie antipollution et l'aménagement urbain au processus que les économistes appellent *dévalorisation du capital social*, qui constitue un des traits fondamentaux du capitalisme actuel. Il s'agit en effet d'enrayer la tendance à la baisse du taux de profit grâce à une prise en charge par l'État d'une masse croissante d'investissements non rentables, créant ainsi de nouveaux débouchés et permettant en même temps le maintien du taux de profit dans les secteurs demeurés privés. L'ensemble de l'intervention publique dans le domaine de l'environnement semble avoir des possibilités de développement énormes, ce qui permet de légitimer l'emploi massif de ressources financières et sans faire appel aux fonds publics, c'est-à-dire aux contribuables.

Mais il n'y a pas que l'économie. Le thème de l'environnement reprend, élargit et renouvelle le modèle classique de participation locale, sur lequel était fondée la vie politique américaine. Or, comment maintenir le souffle de cette *community action*, base même du libéralisme, alors que la croissance urbaine et les grandes villes font éclater l'espace quotidien et que les autorités locales n'ont plus guère de pouvoir de décision sur les problèmes essentiels de la vie quotidienne ? La croisade sur l'environnement suscite une sorte de *super-community*, étendue à l'ensemble de la nation, sans pour autant se démarquer du style « familial » de l'intervention politique et du modèle politique des classes moyennes, avec un grand thème partagé et des appréciations différentes qui s'affrontent poliment à travers le *lobbying*, auprès d'institutions qu'on ne remet pas en cause.

À ce modèle traditionnel, s'oppose, tout en se combinant dans le même thème de l'environnement, la nouvelle contre-culture de la jeunesse, naturaliste et anti-consommation, refusant la course à un succès mythique, détruisant à leurs racines les valeurs productivistes de la rentabilité. En ce sens, le mouvement écologique et l'idée [89] du retour à la nature, le refus de l'industrialisation et de la science représentent une

véritable *utopie révolutionnaire*, avec toutes les contradictions que présentent les deux termes ainsi liés. Le refus opposé à la "société postindustrielle" Cf. M. CASTELLS, « La Rénovation urbaine aux U.S.A. », *Espaces et Sociétés*, I, 1970. est, en même temps, symptôme de révolte et acceptation de l'idéologie selon laquelle l'ère de l'abondance est arrivée : il n'y a plus qu'à cueillir les fruits (naturels) de la longue marche de l'humanité. Voilà donc l'aspect *idéaliste de gauche* du thème de l'environnement, et voilà aussi le mécanisme de l'articulation du thème au sein du mouvement étudiant.

Un quatrième élément qui fait partie de cet ensemble complexe et multivoque concerne les conditions de consommation collective de larges secteurs de la population, en particulier dans les grandes métropoles, condamnées à l'obsolescence. Cri de protestation et évasion idéologique, l'appel à la nature est aussi refus, chargé de sens politique, des conditions de vie quotidienne offertes par le pays le plus riche du monde. Ce qui caractérise le mouvement écologique est justement la fusion de ces éléments à travers un discours ignorant les différences sociales et renvoyant les contradictions à l'opposition entre Technique et Nature.

En tant que discours, le thème de l'environnement est donc une véritable mystification idéologique, dont nous avons montré les intérêts sous-jacents. Mais, en tant que pratique sociale liée à des tendances aussi chargées de sens que celles dont nous venons de parler, le mouvement écologique exprime des contradictions sociales réelles et vécues quotidiennement par les masses. Mais la liaison avec une pratique politique qui, seule, est porteuse de transformations ne peut se faire sans que les éléments révolutionnaires, aujourd'hui subordonnés dans la pratique du mouvement écologique (la contre-culture utopique et les revendications dans la consommation collective), deviennent les axes mêmes de la mobilisation.

Ainsi, la lutte pour l'environnement aux U.S.A. sera [90] une vaste entreprise de mystification ou un puissant levier de changement, selon la capacité des mouvements politiques à reconnaître et orienter les nouveaux mouvements sociaux urbains.

Nos analyses concernant les U.S.A. sont fondées :



— Sur l'expérience personnelle, lors d'un séjour de plusieurs mois aux U.S.A. en 1969 (en particulier à Chicago) et d'une brève visite à New York, en janvier 1972, où j'ai pu obtenir une assez bonne information à l'occasion de l'International Symposium on Environment, organisé par le Museum of Modern Art.

— Sur le dépouillement des nouvelles que fournissent constamment les journaux et magazines américains.

— Sur une littérature pléthorique dont nous ne donnerons que les titres qui synthétisent des références introduisant à l'ensemble du thème :

GARRETT de BELL (Ed.), *The Environmental Hand Book*, Ballantine Books, New York, 1970 (le livre « officiel »).

*Ramparts* — Special Issue « Ecology », Mai 1970.

James RIDGWAY, *The Politics of Ecology*, Dutton, New York, 1971 (le meilleur livre sur le sujet, clair et politique).

*Ecotatics*, The Sierra Club, Pocket Books, New York, 1970.

Charles E. LITTLE, John G. MITCHELL (eds de *Fortune*), *The Environment*, Harper and Row, New York, 1970.

Robert DISCH (Ed.), *Space for survival*, Pocket Books, New York, 1971.

*The Ecological Conscience*, Prentice Hall, New Jersey, 1970.

Une bonne critique, quoiqu'un peu métaphysique, de toute cette idéologie, peut être lue dans Richard NEUHAUS, *In Defense of People*, The Mac Millan Co., New York, 1971.

Enfin, signalons une bonne présentation générale du problème faite, sous le pseudonyme de « Thoreau », dans la revue internationale *Espaces et Sociétés*, n° 4, décembre 1971.

[91]

**Lutttes urbaines et pouvoir politique**

## **Chapitre V**

---

De la prise de la ville  
à la prise du pouvoir :  
lutte urbaine et lutte révolutionnaire  
dans le mouvement des *pobladores*  
au Chili

[Retour à la table des matières](#)

[92]

Santiago du Chili, 1971. La révolution gronde au pied de la cordillère des Andes, le vieux monde des oligarchies, superposées par des périodes successives de dépendance économique et d'oppression politique, commence à s'effondrer. Non sans résistance, non sans douleurs, sûrement pas sans violence. Le mouvement populaire chilien, en combinant la lutte révolutionnaire et la lutte politique institutionnelle, a fait une brèche, peut-être décisive, dans le système de domination de la bourgeoisie chilienne et du nouvel impérialisme, avec le triomphe électoral de l'Unité populaire en septembre 1970. Mais on sait que les réformes de structures économiques introduites dès l'arrivée au pouvoir de la gauche ne pourront ouvrir la voie à une véritable transformation sociale qu'en fonction du rapport de forces politique quelle aura été capable d'imposer. Ce rapport de forces est fonction à la fois de la capacité d'élargissement de l'alliance de classes sous la direction de la classe ouvrière, et de l'existence d'une ligne politique juste susceptible de lier les différentes luttes et de les concentrer dans un assaut systématique contre les appareils de domination des exploités. Front unique de la classe ouvrière, alliance avec les paysans pauvres, liaison avec la petite-bourgeoisie, articulation avec le mouvement étudiant — autant de batailles politiques qui conditionnent l'issue de l'affrontement final avec les appareils politiques de l'oligarchie et les classes sur lesquelles celle-ci s'appuie. Mais, au Chili, un élément nouveau vient s'ajouter, composante nécessaire du mouvement révolutionnaire : c'est l'existence d'une grande masse de la population dont la caractéristique essentielle est d'une part d'avoir construit un milieu résidentiel « sauvage », dans l'illégalité ; d'autre part, de s'exprimer politiquement à travers un mouvement organisé [93] sur les bases de la revendication urbaine : le mouvement de *pobladores* <sup>21</sup>. Au sein de ce mouvement plusieurs tendances coexistent, à l'image des grands courants politiques chiliens, de la démocratie chrétienne à la gauche révolutionnaire en passant par l'Unité

<sup>21</sup> *Pobladores* ne signifie pas seulement squatters. Le terme a une autre connotation, en termes politiques. Laquelle ? C'est ce qu'essaie de préciser notre analyse.

populaire. Il faut préciser tout de suite que, au Chili, il ne s'agit pas uniquement du phénomène connu de la formation d'immenses bidonvilles, comme dans les métropoles des pays capitalistes dépendants : l'originalité et l'importance du processus tiennent à son lien intime avec la question du pouvoir. Si les invasions de terrains urbains pour la construction d'un logement, introuvable autrement, se font aussi avec la participation d'organisations populaires un peu partout ailleurs (Pérou, Colombie, Venezuela, etc.), ce qui est caractéristique au Chili, c'est le rôle directement politique de ces actions, et, réciproquement, la détermination du contenu politique des campements ainsi formés par les conditions où ils prennent naissance et par l'orientation et la stratégie des forces politiques qui sont à la base de leur formation.

En effet, si l'occupation illégale de terrains urbains et la construction de véritables quartiers populaires <sup>22</sup> en dehors de l'ordre établi (ou, plutôt, contre lui), ont leur point de départ dans une crise structurale du logement <sup>23</sup>, on ne peut considérer ces actions comme une réponse mécanique à un « manque ». Il s'agit d'un *processus* [94] *social*, étroitement lié aux rapports entre les forces sociales, et qui dépend fortement de la dialectique répression-intégration de l'appareil d'État. Ainsi, en dernière analyse, la signification sociale de l'invasion de terrains et de la construction des campements vient de leur articulation avec les rapports de classes et les stratégies politiques. Voilà pourquoi dans le mouvement des *pobladores*, au Chili, on trouve le plus clairement une expérience historique concrète des conditions sociales d'articulation de l'urbain, du politique et du révolutionnaire, c'est-à-dire de l'émergence d'un mouvement social urbain. Pour saisir ces conditions, il convient de

---

<sup>22</sup> Appelés *campamentos* (campements).

<sup>23</sup> Pour 7 300 000 personnes en 1960, il manquait au Chili 490 000 logements. En 1970, pour 9 300 000, il en manquait 600 000. En outre, l'état de détérioration des logements du centre-ville et le manque total d'équipements dans la périphérie permettraient de parler de crise générale du logement. Or, cette crise n'est pas liée au « sous-développement », mais aux structures de production du logement au Chili, où les entreprises font d'énormes profits et ont constitué depuis toujours un des groupes de pression les plus influents. Cf. E. SANTOS et S. SEELLENBERGER, *Problemática estructural del sector vivienda*, Universidad Católica de Chile, 1968 ; R. CHEETHAM, « La Camara Chilena de la Construcción » *EURE*, n° 3, 1971.

rappeler brièvement l'évolution de la lutte de classe et des stratégies politiques dans les années récentes.

***Lutte de classe, conjoncture politique  
et occupation de terrains urbains***

[Retour à la table des matières](#)

L'effondrement du système politique de la vieille oligarchie chilienne et le triomphe électoral de la démocratie chrétienne en 1964 furent, on le sait, le point de départ d'une tentative ambitieuse de réformisme populiste sur la base d'une alliance entre la fraction plus dynamique de la bourgeoisie chilienne, liée au capital international, et de larges secteurs populaires, sous hégémonie bourgeoise. Cela se concrétisa par une réforme agraire et par le lancement d'un programme d'aide sociale et de participation locale sur le plan du logement et des problèmes urbains. Une telle initiative n'était pas seulement destinée au lumpenprolétariat (baptisé « marginal » par une nouvelle idéologie), mais aussi à des couches populaires touchées par la crise du logement, comprenant des ouvriers et même des employés et des petits fonctionnaires. Ce programme de réformisme urbain s'adresse aussi aux ouvriers, [95] mais non en tant que tels : en tant que « mal-logés ». Ceux-ci sont donc mobilisés à partir d'une contradiction secondaire, dont l'État essaie d'assumer la charge en attendant de créer des conditions de rentabilité dans ce secteur.

Dans les premiers temps, le programme soulève de grands espoirs. Des terrains sont attribués à des sans-logis, des matériaux de construction leur sont livrés. Mais on voit vite les limites d'une telle entreprise, qui ne s'attaque pas aux mécanismes générateurs de la crise <sup>24</sup> et n'a pas les ressources nécessaires pour subvenir aux besoins non satisfaits. Alors, les espoirs se transforment en impatience. Les élections municipales de 1967 constituent une conjoncture propice pour rappeler, par des actes, les carences du gouvernement en la matière : plusieurs terrains de la périphérie de Santiago sont envahis et occupés, des baraques et des tentes y sont installés. Or, l'occupation est un acte illégal,

---

<sup>24</sup> En particulier, il n'y aura pas création d'une entreprise publique de construction de logements sociaux, élément indispensable d'un vrai programme réformiste.

qui met en cause la politique foncière du gouvernement et le statu quo recherché avec les groupes de l'immobilier. N'étant pas capable d'absorber la demande sociale, la démocratie chrétienne (D.C.) répond par la répression policière. Le mouvement est momentanément enravé. Mais les termes du processus contradictoire ont été définis : l'échec du programme de logements d'urgence (« Operacion Sitio »), la baisse accentuée de la construction de logements sociaux ne font que renforcer le courant revendicatif qui va se trouver face à un appareil de répression qui vient suppléer les défaillances de l'appareil d'intégration sociale.

Dans la brèche ainsi ouverte, deux stratégies politiques différentes s'introduisent, toutes deux opposées au projet populiste. D'un côté, les partis ouvriers (P.C., P.S.) essaient de mener la bataille politique sur le même [96] terrain que la D.C., démontrant l'incapacité du gouvernement de résoudre les problèmes et préparant ainsi la campagne électorale de 1970. De l'autre côté, la gauche révolutionnaire, qui entamait alors la lutte armée, trouve dans la situation explosive créée une confirmation de ses thèses et l'occasion d'un affrontement de masse à l'appareil répressif de la bourgeoisie.

Sous cette double impulsion, les occupations de terrains urbains se développent, des campements se forment. Quelle que soit la tendance politique, le processus de formation d'un campement est toujours le même : une organisation politique (parfois liée à un groupe syndical ou à un milieu culturel défini) organise pendant un certain temps un comité de sans-logis, sur la base d'un quartier, d'une profession ou d'un lieu de travail. Une fois décidée l'occupation illégale d'un terrain pour y construire des habitations, on réunit plusieurs comités, de tendances politiques proches, un groupe d'action est désigné pour préparer l'occupation et déjouer la surveillance de la police. Une nuit, le mot d'ordre est donné, les familles affluent avec leurs affaires, on installe des tentes en cercle, on esquisse une palissade, on hisse le drapeau chilien, alors que des militants affrontent la police et que, parfois, des personnalités politiques de gauche tentent de négocier avec les « brigades spéciales d'intervention » accourues à la hâte... Si l'occupation réussit, les jours suivants voient l'arrivée de nouvelles familles — autant que le comité de campement, immédiatement entré en fonction, est prêt à en accepter. Au bout de quelques semaines, un nouveau milieu de vie populaire est né.

C'est ainsi que la question urbaine est devenue un des axes de la lutte sociale au Chili dans la période précédant les élections de 1970, à un niveau de signification parfois supérieur à celui de la lutte ouvrière... Ce paradoxe peut être expliqué par la convergence tactique des trois principales tendances politiques, en faisant de cette contradiction [97] secondaire une contradiction principale du moment. Mais cette convergence cache des raisons entièrement différentes dans chaque cas.

Si, comme nous l'avons dit, la D.C. avait besoin d'un objectif à la fois populaire, mobilisateur et touchant plusieurs classes comme l'était la question du logement, l'Unité populaire <sup>25</sup> était aussi intéressée au développement d'une revendication ne mettant pas *directement* en cause le capitalisme (c'est-à-dire centrée plutôt sur le mode de répartition du produit que sur le mode de production), dans la mesure où sa stratégie cherchait à « occuper le gouvernement » au moyen des élections pour, après, changer les rapports économiques structureaux. De son côté, la gauche révolutionnaire, préoccupée avant tout par la construction du parti, voyait un avantage tactique dans la lutte revendicative urbaine, qui lui ouvrait une voie de pénétration dans la classe ouvrière, facilitée à la fois par la faiblesse organique du mouvement des *poblandores* et par la violence de la situation sociale qui s'était créée.

La première vague d'occupation de terrains trouve en 1969 une très forte résistance institutionnelle : le 9 mars, à Puerto Montt, dans le Sud, la police mitraille et massacre un groupe de familles qui venaient d'installer un campement. L'indignation est générale, et la répression s'atténue. Les premières occupations massives à Santiago, début 1970, se font au milieu d'affrontements très violents entre militants révolutionnaires et brigades spéciales de police. Mais la campagne électorale est ouverte, la démocratie chrétienne lâchée par la bourgeoisie joue sa carte de gauche vis-à-vis d'un électorat populaire, ce qui est incompatible avec la répression féroce d'un mouvement de plus en plus massif. Après un nouvel incident, [98] en juillet 1970, le gouvernement cesse toute action susceptible de ternir son image : dans les mois qui précèdent les élections de septembre 1970, des dizaines de milliers de personnes occupent des terrains à Santiago. La D.C. organise elle-même des

---

<sup>25</sup> Unité Populaire (U.P.) : coalition de la gauche (P.C., P.S., Parti radical, M.A.P.U., indépendants) qui remporta les élections présidentielles de 1970, soutenant Allende contre la D.C. et la droite.

occupations pour ne pas perdre complètement sa base populaire. Par ailleurs, les deux mois qui vont du triomphe de la gauche à l'investiture officielle du nouveau président ont encore accéléré le mouvement.

Enfin, si le gouvernement de l'Unité populaire a freiné les occupations à Santiago en lançant un programme de logements sociaux, il a autorisé le maintien des situations acquises en légalisant de fait l'existence des campements.

C'est ainsi qu'au début de 1971 quelque 300 000 personnes avaient organisé des campements à Santiago, soit 10 % de la population, mais l'importance sociale et politique de ces groupes était encore plus grande, du fait de la concentration du processus dans le temps et dans l'espace ; du fait aussi de sa liaison étroite avec une conjoncture révolutionnaire.

C'est un nouveau monde qui est né, un monde de terre et de bois, un monde de milices populaires et de brigades de travailleurs, de discussions de fonctionnaires et de sourires d'enfants sous les rafales de pluie.

Interroger ce monde, dégager la signification de son existence, veut dire répondre à deux ensembles de questions : y a-t-il un nouveau mode de vie, et lequel, dans ces campements ? Quelles sont les innovations sociales quotidiennes ? D'autre part, et surtout : quelle est l'articulation de ce mouvement avec les autres mouvements, suscités par ce processus de lutte au niveau de la vie, avec la lutte ouvrière et la lutte politique ? Il s'agit en effet, en dernière instance, de savoir quel est l'effet spécifique d'un mouvement social urbain sur les relations de pouvoir entre les classes et, par là, quelles sont ses potentialités révolutionnaires.



[99]

**Organisation sociale des campements  
et transformation du mode de vie**

[Retour à la table des matières](#)

Les conditions dans lesquelles les campements se sont formés les placent, d'emblée, en contradiction objective avec l'ordre social et obligent leurs habitants à traiter de façon autonome les différents problèmes de la vie quotidienne. D'un autre côté, dans la mesure où ils sont l'expression d'une revendication relative au logement et aux équipements collectifs, ils évoluent vers une « normalisation » sociale au fur et à mesure que la demande sociale obtient une véritable réponse de la part du gouvernement de gauche. Il n'y a donc pas de microsociété « en marge » de l'organisation sociale générale. En revanche, on peut envisager, dans cette phase de transition où les campements gardent une certaine autonomie, l'apparition de formes nouvelles de lutte, du point de vue du contenu et de l'organisation, formes qui pourraient même préfigurer une transformation future des rapports sociaux au fur et à mesure du développement du processus révolutionnaire.

Y a-t-il effectivement des expériences novatrices ? Et quels en sont les facteurs déterminants ?

D'après notre enquête, les changements les plus significatifs par rapport à l'organisation sociale générale concernent les questions de *sécurité*, de *discipline* et de *justice*, car la situation d'illégalité des campements eut pour conséquence, surtout dans une première phase de mettre sur pied un appareil de défense contre la répression policière. Cette situation conduisit aussi à l'organisation d'un système autonome de prévention et de répression de la délinquance et, plus encore, d'un système de justice pour traiter des problèmes de cohabitation. Des « milices populaires » et des « comités de surveillance » ont été créés dans une première période, progressivement démantelés après l'avènement de l'Unité populaire, dans la [100] mesure où les partis de gauche soutiennent qu'il convient de faire appel à la « police du gouvernement populaire ». Mais l'insuffisance de cette police pour combattre la délinquance et son attitude d'hostilité vis-à-vis des squatters ont relancé

l'organisation autonome d'un service de sécurité des campements, en particulier la nuit. Cependant, l'existence d'un tel service ne change pas, de manière profonde, le sens de l'activité collective du campement ; on a même constaté, parfois, qu'ils peuvent devenir des instruments d'oppression au service d'un petit groupe. Par contre, ils deviennent des organismes de pouvoir populaire en s'articulant avec un appareil autonome de justice dont ils font respecter les décisions. Réciproquement, cette justice populaire locale a besoin, pour se faire respecter, d'un instrument pour assurer l'application des décisions en attendant une élévation progressive du niveau de conscience de la grande masse des squatters.

Cette *justice populaire* reste une expérience limitée à quelques campements et présente aussi des niveaux d'organisation et de stabilité très différents, depuis l'arbitrage exercé par l'autorité morale du campement (un leader ou le comité de direction responsable) jusqu'aux tribunaux de voisinage, constitués, dans certains cas, par la population elle-même.

Ce qui semble déterminant pour l'existence d'un système efficace de justice populaire est le niveau de mobilisation et d'organisation politique, au-delà des orientations politiques particulières, que cette mobilisation vienne de l'importance et de la cohérence du groupe politique créateur du campement, ou de l'expérience de lutte avec l'appareil répressif qui a marqué les débuts de l'existence de ce nouveau milieu. Un autre facteur a une nette influence : une justice populaire locale, en marge du système institutionnel, existe dans les campements marqués par une forte proportion d'ouvriers non chômeurs, à l'exclusion de ceux où le sous-prolétariat est prédominant.

Ces expériences de justice populaire ne se traduisent [101] pas seulement par la création de nouvelles « institutions », mais aussi parfois par le contenu nouveau donné à la justice : protection des valeurs collectives et prises en considération de questions tenues pour négligeables par la loi bourgeoise. Par exemple, on considère comme une faute l'absence aux réunions ou la mauvaise tenue d'une assemblée, et on surveille particulièrement le comportement à l'intérieur de la famille. L'ébriété est sévèrement réprimée : les boissons alcooliques sont prohibées dans de nombreux campements, et une guérite est aménagée à l'entrée pour y laisser dormir les résidents rentrant au campement un peu trop « gais » ; ces mesures sont complétées par un programme de rééducation : on essaie de s'attaquer aux racines sociales de l'alcoolisme.

Les difficultés sont beaucoup plus grandes concernant l'élaboration d'un nouveau type de sanctions, étant donné la faible capacité d'action dont les campements disposent et la nécessité d'une transformation préalable des relations sociales pour qu'une justice non répressive soit efficace. Si l'autocritique est assez répandue, et s'il y a eu des sanctions qui ont pris la forme d'une réflexion sur des textes révolutionnaires, il y a eu aussi arrestations, amendes, parfois répression physique. La sanction maximale, c'est l'expulsion du campement. Enfin, des méthodes de rééducation ont été élaborées. Toutefois, les expériences les plus avancées semblent plafonner : elles ne pourront se développer localement que grâce à une généralisation qui exige un changement qualitatif de l'appareil d'État, ce qui dépend de la corrélation des forces sociales en présence.

Autre domaine où les campements ont été à la base d'expériences nouvelles : le *chômage*, fléau permanent pour une majorité des habitants de ces zones. Il y a eu, suivant les niveaux de mobilisation, création de comités de chômeurs, distribution de tâches collectives internes au campement et payées par les résidents qui avaient du travail, et même constitution de « brigades de travailleurs », [102] formées des chômeurs qui ont entrepris la construction de logements sociaux sur fond de l'État court-circuitant ainsi de manière « sauvage » le monopole privé de la construction. Fait important : les campements où ces expériences sont tentées répondent aux mêmes caractéristiques que ceux où fonctionne une justice populaire. Il s'agit donc d'un renforcement mutuel d'activités connexes, déterminées par la capacité politique générale qui en est la base et prises en main par une sorte de gouvernement local.

On trouve en effet, presque partout, des *organes de direction du campement* pourvus de véritables pouvoirs et qui sont l'élément de liaison entre les agents externes (institutions de l'État, organisations politiques) et le traitement des problèmes quotidiens du campement. Ces organes de gouvernement local peuvent prendre plusieurs formes : une direction élue, doublée d'une assemblée ; une direction et une assemblée liées aux anciens comités de sans-logis qui sont restés organisés dans le campement ; enfin, dans les cas les plus développés, une organisation par pâtre de maisons se combine avec une répétition par tâches (« front de travail » : santé, éducation, nettoyage, etc.), avec des délégués à une direction élue et révocable.

Ce qui est caractéristique dans ces différents types de « démocratie locale », c'est que la cohérence, la stabilité d'une direction et son influence sur les habitants dépendent avant tout de sa capacité à résoudre des problèmes concrets. Ainsi se développe ou s'affaiblit l'influence d'une ligne politique : à partir des noyaux de militants existants dans le campement, l'organisation mobilise les habitants sur certaines revendications et, en cas de succès, reçoit un appui qui permet de nouvelles initiatives à plus longue portée.

Cela dit, si la capacité de résoudre des problèmes de consommation collective (santé, éducation, logement, équipement, etc.) dépendait uniquement, dans une première [103] phase, du niveau de mobilisation et d'organisation des squatters, avec le changement de gouvernement et l'application du programme de l'Unité populaire, c'est l'efficacité de l'intervention de l'État qui devient l'élément déterminant, en corrélation, bien entendu, avec l'auto-organisation locale.

Ce changement de conjoncture explique la quasi-inexistence d'expériences novatrices dans ces domaines. En effet, le traitement nécessairement collectif des problèmes diminue la capacité des campements de développer une organisation différente de celle qui correspond au processus de socialisation dans l'ensemble du pays. Ainsi, sur le plan de l'éducation, les programmes pour adultes n'ont pas pris : une expérience d'autogestion d'une école fut essentiellement un instrument de pression revendicative sur l'État : les tentatives de contrôle du contenu idéologique traditionnel de certains programmes provoquèrent la démission des professeurs, obligeant les dirigeants des *pobladores* à faire marche arrière, etc. En fait, le véritable changement fut la décision prise par le gouvernement d'installer partout des écoles régulières, utilisant pour cela de vieux autobus reconvertis en salles de classe... C'est donc l'État qui éleva, par sa nouvelle politique, le niveau de scolarisation.

De la même manière, en ce qui concerne la *santé*, les « brigades de santé » formées dans les campements dans une première phase n'ont pu être efficaces que là où le Service national de santé (de l'État) a établi un service permanent, avec installation d'un dispensaire. Plus encore, il y a corrélation entre la présence de « brigades de santé » de souche locale et le bon fonctionnement des services publics de santé, ce qui montre bien que ceux-ci s'organisent moins là où on en ressent le manque qu'en fonction de la capacité revendicative de chaque campement.

Dans la construction de *logements* et l'*aménagement* [104] *du terrain*, à une première phase d'initiative des squatters à travers un bricolage de circonstances, succéda l'intervention massive d'un plan d'urgence de l'Unité populaire, qui lança en 1971 l'« Opération hiver » : construction de baraquements standardisés et installation d'un minimum de services urbains dans la plupart des campements. Cette initiative améliora d'une manière substantielle les conditions de vie, quoique l'intégration de ce plan dans l'ensemble des mesures économiques prises à l'époque et l'urgence de la procédure aient entraîné une très faible participation de la population des campements dans l'élaboration des plans d'architecture et d'urbanisme des constructions provisoires et de celles, définitives, qui ont été mises en chantier. Cela dit, là où une initiative de la base a été possible, elle s'est limitée à des rectifications de détail, sans qu'aucune innovation dans les formes d'habitat ait été avancée. Partout on souhaite l'habitat individuel (au point de considérer comme une punition d'être logé dans les blocs d'habitations) ; on demande d'être séparé des voisins et que la maison soit dans un enclos... Tout cela ne fait que confirmer le retard obligé des innovations culturelles par rapport aux revendications économiques et à la mobilisation politique.

En effet, c'est dans le domaine des *activités culturelles et de loisir* qu'on observe le plus faible dynamisme et une grande inertie héritée des pratiques apprises au sein de l'idéologie dominante : ces activités se réduisent aux traditionnels tournois sportifs et aux non moins traditionnels travaux féminins des « Centres de ménagères ». Il n'y a qu'une exception : celle d'un campement révolutionnaire où existe un groupe de théâtre populaire qui joue des pièces sur les luttes ouvrières en cours et participe aux mobilisations contre les bastions du conservatisme culturel chilien. En fait, la « révolution culturelle » semble exiger, à la fois, un fort niveau de mobilisation politique et une série de profonds changements sociaux, au-delà des limites étroites du monde des campements.

[105]

Toutefois, si les campements ne sont pas des foyers d'innovation culturelle au sens propre du terme, ils représentent des sources de changement social dans certains cas et dans certains domaines. Plus

concrètement, dans les cas où il y a une base sociale fondamentale ouvrière dans laquelle s'exprime une ligne politique révolutionnaire décidée et cohérente, quelle que soit la tendance révolutionnaire qui s'y exprime.

Cependant, l'innovation ainsi suscitée n'est pas générale : elle se développe dans des domaines où apparaît une contradiction significative dans l'ordre social — et dans la mesure où l'appareil d'État ne prend pas entièrement en charge le traitement du problème. Cela explique que, dans la première phase du mouvement, avant le gouvernement de gauche au Chili, les pratiques socialement novatrices dans les campements aient été bien plus nombreuses qu'après les élections. À partir de l'accession d'Allende à la présidence, il n'y a de véritable mobilisation que là où le gouvernement n'a pas suffisamment de pouvoir pour renverser la logique structurale : institutions judiciaires et construction de logements (toujours soumise au monopole privé de la Chambre chilienne de la construction).

On arrive ainsi à une première conclusion significative. Il y a expériences novatrices dans l'organisation sociale des campements à partir de l'interaction de trois éléments fondamentaux : l'importance structurale de la contradiction en question ; la faible capacité d'intervention de l'État en ce domaine ; la présence d'une ligne politique cohérente et organisée orientée vers le changement social. Ainsi, le mouvement des squatters s'articule objectivement d'un côté à la politique du gouvernement d'Unité populaire visant à satisfaire les besoins collectifs et de l'autre à la mobilisation sociale nécessaire pour conquérir les centres de pouvoir en contradiction avec l'ordre social, dont les campements constituent le signe avant-coureur.

[106]

***La liaison entre les pratiques revendicatives des squatters et l'ensemble des contradictions sociales***

[Retour à la table des matières](#)

La forme et l'intensité de l'articulation du processus social des campements avec les processus ayant pour base d'autres contradictions de la structure sociale révèlent la capacité de transformer par cette pratique l'ensemble des rapports de classes ou, si l'on veut, son efficacité propre en tant que mouvement social. Et cela non pas du point de vue de l'influence que les campements peuvent avoir sur la mobilisation politique individuelle de leurs habitants, mais plutôt par rapport à la convergence du mouvement squatters avec les luttes sociales suscitées par d'autres problèmes sociaux et politiques.

Pour faire une telle analyse de façon précise, nous allons considérer successivement les différents aspects de la structure sociale afin de repérer dans chacun d'eux la liaison existant avec le mouvement squatter et les facteurs qui la déterminent :

1. En ce qui concerne les contradictions dans la sphère de la *production*, l'articulation du mouvement squatter avec les luttes ouvrières est en général faible ou inexistante — exception faite de deux campements d'orientation de gauche révolutionnaire, en particulier l'un d'eux, volontairement implanté au sein d'une zone industrielle pour le lier aux luttes dans les entreprises, ce qui fut effectivement fait. Dans ces deux cas, l'orientation des campements a dirigé des occupations d'usines et les a soutenues, considérant que le rôle des squatters est directement impliqué dans toute pratique révolutionnaire. Aussi, dans ces campements, un lien organique permanent avec la lutte ouvrière existe, manifesté par la création de comités de coordination squatters-ouvriers sur la base du secteur géographique.

Dans les autres campements, on n'observe pas de participation [107] directe aux luttes ni de relation organique stable. Par contre, dans ceux où les grands partis ouvriers ont une forte influence, il existe des comités de coordination avec les organes de direction des syndicats.

On peut donc tirer les conclusions suivantes :

- a) Les campements, en tant que tels, n'ont pas tendance à se lier à la lutte ouvrière, sauf intervention d'une organisation politique.
- b) Pour les partis ouvriers, la coordination mouvements squatters-mouvement syndical se réalise au niveau des directions respectives sous l'hégémonie du mouvement syndical, ou bien dans la pratique politique quotidienne, avec la fusion constante des deux mouvements au sein du parti.
- c) La gauche révolutionnaire, pour qui les campements ont été une voie de pénétration parmi les travailleurs, essaie de son côté de créer les conditions d'une articulation directe, dans l'organisation et dans l'action de la lutte des squatters et de la lutte ouvrière.

2. Sur le plan de la *consommation collective* (logement, équipement, santé, etc.), les campements montrent une grande capacité de participation aux actions revendicatives extérieures, même dans le cas de campements peu politisés, ce qui montre la correspondance entre l'insertion dans un mouvement revendicatif urbain (c'est le cas des campements) et la capacité de mobilisation spontanée dans le même front de lutte.

C'est ainsi, par exemple, qu'il y eut une forte participation des campements aux mobilisations sur le logement, y compris dans l'occupation de logements vides et le barrage de routes. À signaler que les caractéristiques des campements les plus actifs dans ces luttes changent [108] complètement suivant la conjoncture politique : sous le gouvernement populaire, ce furent les campements dirigés par les démocrates-chrétiens, alors que les squatters de gauche donnent un répit au gouvernement pour organiser son programme de construction de logements sociaux.

Par contre, dans un autre type d'actions sur le même front de lutte (consommation collective) se retrouvent côte à côte campements révolutionnaires et campements modérés, y compris sous le gouvernement populaire. Il s'agit de protestations contre des lenteurs bureaucratiques, contre le mauvais fonctionnement des services publics : occupation d'hôpitaux, invasion de bureaux de l'administration, déversement



d'ordures dans les salons d'honneur des municipalités insouciantes des problèmes des campements, etc.

Une telle potentialité de mobilisation revendicative des squatters est à signaler à un moment où, d'une part le gouvernement populaire fait un grand effort pour l'amélioration des services et où, en conséquence, les dirigeants de gauche, majoritaires au sein du mouvement, mettent une sourdine sur les actions de masse. C'est dire que le niveau de lutte revendicative atteint par les squatters en ce qui concerne la consommation collective est très élevé. C'est dire aussi qu'il y a correspondance entre le regroupement dans les campements et la mobilisation relative aux équipements collectifs.

3. En revanche, l'apport des campements à la transformation de la *consommation individuelle*, en particulier à travers le contrôle des commerçants et l'organisation de comités de consommateurs, est beaucoup moins évident. Alors que, dans d'autres quartiers populaires de Santiago, des comités de surveillance des prix ont été formés, rien de tel n'existait dans les campements, et les tentatives de création de coopératives ont échoué. La seule mesure efficace instaurée est celle d'un contrôle des [109] prix des commerçants du campement, par une inspection régulière du comité de direction de chaque campement. En fait, la faiblesse de mobilisation en ce domaine ne fait que reproduire l'absence de tradition de lutte dans le domaine de la consommation au Chili, ce qui est logique dans un pays où, jusqu'à une date récente, le problème de la majorité du peuple n'a pas été celui du mode de consommation mais celui de l'accès à un minimum de biens de consommation.

4. La liaison des campements à la *lutte politique* proprement dite semble être la pierre de touche pour apprécier sa potentialité révolutionnaire. Or, l'analyse des différentes expériences oblige à introduire une distinction entre deux dimensions de la lutte politique : celle qu'on peut appeler *lutte politique à dominante institutionnelle*, par exemple la participation à des campagnes électorales, l'orientation du vote, etc., et celle que nous nommerons *extra-institutionnelle*, dans laquelle on utilise d'autres moyens pour l'expression de la lutte populaire (manifestations offensives, occupations, autodéfense, etc.).

Ainsi, on peut observer une typologie du comportement politique des campements, en relation étroite avec une série de facteurs déterminants :

- I. Campements *avec une faible participation politique* : ceux qui sont dominés par un caïd local plutôt que par un parti politique. Il faut remarquer que, dans ce groupe, il y a des campements modérés et des campements révolutionnaires ; de tous niveaux aussi du point de vue du statut social. La variable clef semble donc bien être le style de direction politique.
- II. Campements *avec une participation politique institutionnelle de niveau moyen* : ceux qui sont dominés par un conflit entre différentes tendances politiques.

[110]

- III. Campements *avec un haut niveau de participation politique institutionnelle* : à la fois, ceux dirigés par les partis ouvriers de l'Unité populaire et ceux contrôlés par les adversaires politiques de l'Unité populaire.
- IV. Campements *avec un bas niveau de participation institutionnelle* (par exemple, refus des élections) et *avec un haut niveau de lutte politique extra-institutionnelle* : tous les campements de la gauche révolutionnaire et *seulement ceux-là*.
- V. Campements *avec un haut niveau de participation dans les deux types de lutte*. Il n'y a qu'un campement dans ce cas : le seul qui, étant dirigé par l'Unité populaire, est dominé par une orientation de gauche révolutionnaire.

L'ensemble de ces observations est suffisamment systématique pour qu'on puisse conclure que le type et le niveau de liaison des campements à la lutte politique dépendent directement des caractéristiques de l'organisation politique dominante dans les campements. Ce qui ne veut pas dire que le parti soit le *deus ex machina*, car son influence et son efficacité doivent être, à leur tour, expliquées. Mais si le parti n'est pas en soi un facteur suffisant pour le développement politique du

campement, sa présence est absolument nécessaire et l'orientation de la lutte porte son empreinte.

5. Enfin, l'articulation avec la *transformation idéologique* apparaît extrêmement faible, à l'exception de quelques campements de la gauche révolutionnaire où l'organisation politique dominante essaie, dans un premier temps, de diffuser dans l'ensemble de la communauté un nouveau système de valeurs. Mais, une fois la situation stabilisée, les tâches quotidiennes passent au premier plan et la participation dans la transformation [111] idéologique générale semble se limiter au développement du folklore populaire et à une plus grande diffusion des auteurs marxistes. Cela dit, sur ce point la faiblesse fondamentale ne semble pas venir des campements eux-mêmes, mais de la quasi-inexistence, au Chili, d'un mouvement de révolutionnarisation idéologique avec lequel ils pourraient s'articuler.

Ainsi, la liaison avec le mouvement étudiant, agent idéologique par excellence, semble ponctuelle et centrée surtout sur les campagnes de « travail volontaire » qui, si elles ont bien un effet idéologique, c'est plutôt sur les étudiants que sur les squatters...

D'après nos analyses, à travers les différents types de contradictions sociales, on peut apprécier le rôle fondamental des forces politiques quant à l'orientation du mouvement dans chaque campement. Cette conclusion, qui renforce les remarques semblables faites par rapport à l'organisation sociale des campements, conduit à s'interroger sur les conditions sociales qui aident ou freinent le développement de chacune de ces lignes politiques — élément d'explication qui doit, à son tour, faire l'objet d'une étude.

*Les facteurs sociaux du succès des différentes lignes politiques dans le mouvement de squatters*

[Retour à la table des matières](#)

L'organisation sociale des campements, le mode de liaison aux luttes sociales d'ensemble paraissent donc largement déterminés par la stratégie politique dominante dans chaque campement. L'origine des différentes stratégies est claire : étant donné le processus de formation des campements, à la base de chacun d'entre eux il y avait toujours un appareil politique avec une ligne déterminée. Mais la question centrale est la suivante : qu'est-ce qui [112] fait que telle ou telle ligne politique soit reprise à leur compte, et appliquée, par les habitants d'un campement ? En effet, notre enquête montre qu'entre des campements d'une même tendance politique des différences considérables existent : selon les conditions sociales et le type de processus engagé, la ligne politique proposée trouve ou non à s'appliquer dans la pratique des masses.

D'une manière très schématique, on peut distinguer trois grands types de ligne politique, que nous préférons décrire plutôt que nommer, afin d'éliminer toute connotation de valeur :

- la ligne I est caractérisée par une volonté de radicaliser politiquement le processus, faisant de l'occupation de terrains urbains un affrontement direct avec la légalité bourgeoise et essayant de transformer ensuite les campements en bases d'agitation — action liée à la lutte ouvrière et à la politique révolutionnaire.
- la ligne II vise à mobiliser les squatters pour obtenir, à la fois, la satisfaction des revendications dans le domaine du logement et un triomphe politique institutionnel ; une fois celui-ci acquis, il s'agit de créer les conditions pour une solution rapide des problèmes concrets du campement, à partir d'une intervention planifiée de l'État populaire. Dans la phase de transition, et en attendant la réabsorption définitive des campements par le programme public de construction, l'organisation politique prend en main le fonctionnement de la vie quotidienne dans le campement. Sur cette base, une forte mobilisation politique

institutionnelle se développe. Par ailleurs, on postule l'articulation au sommet avec le mouvement syndical, sous la direction de celui-ci.

- la ligne III est alternativement *paternaliste* ou *revendicative et corporatiste*, suivant qu'elle met en place ou non les institutions publiques d'aide sociale en fonction [113] de la conjoncture politique. Ainsi, quand on est au pouvoir il s'agit de s'assurer une clientèle électorale en faisant des concessions dans le domaine de l'urbanisme ; quand on est dans l'opposition, on revendique des logements pour cette même clientèle, sans mobilisation sociale générale en dehors du rôle d'appui électoral qu'on escompte obtenir de cette manière.

Ces trois grandes lignes ne recouvrent pas toute la diversité des organisations politiques présentes dans le mouvement de squatters, mais constituent les axes fondamentaux qui, en se combinant, produisent les lignes concrètement exprimées de chaque organisation. Ainsi, tel parti ouvrier a une ligne qui est en fait l'oscillation constante entre les types I et II tels que nous les avons décrits.

Quels sont alors les facteurs de développement de chacune de ces lignes ?

Il faut surtout signaler l'importance des caractéristiques de la base sociale du campement. En effet, si l'on compare les campements qui ont suivi la ligne I avec ceux qui ont adopté la ligne II, le clivage n'est pas entre sous-prolétariat et prolétariat, mais entre deux fractions distinctes de la classe ouvrière. La ligne II est épaulée par des campements où des ouvriers ont en général un niveau de revenu et d'instruction supérieur et où existe une faible proportion de chômeurs. Par contre la ligne I est suivie à fond par des campements caractérisés par une base sociale ouvrière ravagée par le chômage. Ce qui est tout à fait différent d'une base lumpen-prolétarienne, sans insertion dans le système productif, car les campements qui répondent majoritairement à cette dernière caractéristique débouchent plutôt sur la désorganisation sociale et la confusion politique.

Ces observations semblent être en liaison directe avec des thèses classiques sur le rapport entre : aristocratie ouvrière et trade-unionisme,

misère et dépolitisation, classe [114] ouvrière ayant l'expérience des crises et une conscience de classe.

À cette détermination par la base sociale s'ajoutent des facteurs spécifiques au type d'intervention politique. Ainsi, la *ligne I* est favorisée par l'existence de dirigeants issus des squatters eux-mêmes ; par l'organisation interne du campement à partir de fronts de lutte ; par une forte cohésion sociale et idéologique dans le mode de recrutement des habitants du campement. De la même manière, la *ligne II* est renforcée là où il y a une direction politique surgie directement des comités de sans-logis, plutôt que de l'organisation elle-même ; là où les soucis d'efficacité dans l'action priment la stratégie électorale ; là où il n'y a pas d'interférences avec des appareils politiques différents.

Enfin, la *ligne III, corporatiste et paternaliste*, est facilitée par une base sociale se situant très haut (relativement) ou très bas dans l'échelle, c'est-à-dire soit par une petite-bourgeoisie (employés, fonctionnaires, etc.) à la recherche d'un confort individuel et centrée seulement sur cet objectif, soit par une base sous-prolétarienne prête à perpétuer les traditions d'un paternalisme charitable. L'autre facteur qui semble déterminant pour cette ligne est le type de rapports entretenus avec l'appareil d'État : étant donné l'opportunisme de la base sociale soutenant la ligne III, on passe de la revendication à l'intégration (et vice versa) assez facilement en fonction des satisfactions obtenues.

La mise en lumière de ces quelques constantes observées dans le développement des lignes politiques sont loin de tout expliquer à leur sujet. Cela permet du moins de prendre la mesure des stratégies organisationnelles qui apparaissaient de prime abord comme déterminantes. C'est le *rapport* entre ligne politique et masses qui est en fait au premier plan des processus de changement social.

La réalité des campements de squatters chiliens, en 1971, est donc une réalité diversifiée. À côté de la désorganisation [115] sociale observée dans certains cas, on remarque aussi des communautés hautement mobilisées, de même que le paternalisme laisse place à l'innovation sociale dans certains domaines. Mais, plutôt que de rester dans ce relativisme, nous avons essayé de cerner les sources sociales de transformation dans ces pratiques revendicatives urbaines. En ce sens, il semble clair que la signification sociale des campements change en fonction de la conjoncture et que son contenu politique est déterminé

par trois éléments fondamentaux : la charge structurale objective de chaque revendication ; la base sociale ; la ligne politique mise en pratique, elle-même dépendante d'une série de facteurs spécifiques à chaque cas. Il s'agit donc d'une structure changeante, en interaction constante avec l'ensemble des contradictions de la société chilienne. C'est pourquoi l'avenir des campements dépend moins de leur évolution propre que de la dynamique générale de la lutte de classe au Chili, dont ils sont une composante.

Tranchées du peuple en défense de sa révolution ou souvenir héroïque destiné à se perdre dans la mémoire de ceux qui habiteront, dans quelques années, les nouveaux quartiers populaires, sous le soleil et parmi les arbres, les campements de squatters chiliens auront été, quoi qu'il en soit, une expérience de lutte politique et un défi à l'ancien ordre urbain.

\*  
\* \*

Les informations qui sont à la base de notre analyse proviennent de :

- L'expérience personnelle lors de séjours de plusieurs mois au Chili, en 1968, 1970, 1971, en particulier à travers des contacts avec les militants de gauche et des visites répétées dans les campements.

[116]

- La collaboration avec le groupe de recherche sur ce thème à la faculté latino-américaine des sciences sociales, à Santiago du Chili.
- *Surtout*, l'enquête systématique que nous avons effectuée de juillet à octobre 1971 auprès des 25 campements les plus importants à Santiago. Cette enquête a été menée par l'équipe de recherche sur les mouvements sociaux urbains du C.I.D.U. (Centre interdisciplinaire du développement urbain), en rapport avec des militants de l'Unité populaire au sein du mouvement de *pobladores*. Nous avons reconstruit l'histoire politique et analysé les caractéristiques sociales de chacun de ces campements à partir d'une observation prolongée et d'entretiens systématiques avec des dirigeants, des militants, des habitants.

L'enquête et l'analyse ont été l'*œuvre collective* de l'ensemble de l'équipe de recherche « politique urbaine » du C.I.D.U., c'est-à-dire : M. Castells, M.T. Chadwick, R. Cheetham, A. Hirane, S. Quevedo, T. Rodriguez, G. Rojas, J. Rojas, F. Vanderschuren.

Un rapport présentant l'ensemble des résultats de cette enquête est en préparation (1972). Étant donné l'actualité politique brûlante du thème, nous avons omis toute information permettant d'identifier lieux, personnes, organisations, sauf en ce qui concerne les faits sociaux historiquement connus.



[117]

**Lutttes urbaines et pouvoir politique**

## **Chapitre VI**

---

**La conclusion  
est dans la rue**

[Retour à la table des matières](#)

[118]

Des contradictions sociales nouvelles sont à la base de nouvelles formes de conflit et aussi de nouveaux modes de création collective de la vie quotidienne. Les mouvements sociaux urbains en constituent l'expression la plus frappante. Cela dit, plus on assiste à un développement des lutttes urbaines, plus elles ont de l'influence sur les processus politiques, et plus il faut délimiter avec précision le contenu social du phénomène et les effets concrets qu'il suscite.

En partant de quelques exemples sélectionnés de mobilisations urbaines dans les nouvelles conditions sociales, nous avons pu saisir la structure interne de ces processus de changement et de conflit, les conditions de leur articulation avec les autres processus sociaux et politiques, les facteurs qui déterminent cet ensemble de relations dialectiques.

Quelques conclusions provisoires se dégagent de ce survol d'un thème à peine traité par les « sciences sociales » et pas plus par le marxisme, alors même qu'il fait les gros titres des mass medias et qu'il concerne la pratique politique de tous les jours.

D'abord, il est évident qu'on ne peut pas parler de lutte « urbaine », en général, car ce terme fond et confond des problèmes extrêmement différents et dont la capacité de mise en question des lois structurales d'une société varie totalement suivant le contenu de la revendication qu'on qualifie d'urbaine. C'est ainsi que, selon qu'il s'agit des transports en commun ou de l'installation de boîtes aux lettres dans un immeuble, la signification sociale du problème et les termes de la contradiction changent entièrement. Ce qui veut dire que, plutôt que parler de « lutttes urbaines », il faut casser cette fausse unité et faire une analyse structurale du problème à la base, afin [119] d'identifier le contenu social de l'enjeu, en le replaçant dans son contexte économique et politique. En effet, toute unification indifférenciée des « lutttes urbaines » en les plaçant toutes au même niveau conduit directement à la vision idéologique des problèmes urbains comme ceux qui concernent notre « cadre de vie », en oubliant que la vie n'est pas un « cadre », mais une pratique ;

et, surtout, en oubliant que ces problèmes prennent un sens très différent suivant la position sociale qu'on occupe. Ainsi, chaque « lutte urbaine » doit, pour être comprise, être spécifiée dans son contenu structural et être rapportée au rôle quelle joue vis-à-vis des différentes classes sociales en lutte. Alors, et seulement alors, nous saurons « de quoi on parle ».

Cela dit, il semble bien que, quels que soient le niveau et le contenu des différents « enjeux urbains », ils se caractérisent tous comme des contradictions structurellement secondaires, c'est-à-dire ne remettant pas en cause *directement* le mode de production d'une société ni la domination politique des classes dirigeantes. En ce sens, faire des contradictions urbaines la contradiction principale, et des mouvements sociaux urbains la nouvelle force révolutionnaire, équivaut à accepter un prophétisme de la modernité, qui limite la thématique du mouvement ouvrier à une société capitaliste qu'on considère aujourd'hui comme historiquement dépassée. Or, nos analyses montrent l'extrême dépendance des luttes urbaines par rapport aux autres luttes sociales, et même leur incapacité de développement réel sans une articulation avec les conflits politiques qui restent essentiellement dominés par les formes actuelles de l'affrontement entre Capital et Travail. Mais cela ne veut pas dire que les luttes urbaines soient nécessairement reléguées au monde du réformisme gestionnaire. Au contraire, on a pu constater leur importance décisive dans certaines conjonctures politiques, *car une contradiction structurellement secondaire peut être conjoncturellement principale*. Cela signifie que l'on [120] ne pourra juger de l'importance politique d'un mouvement urbain qu'en le rapportant aux effets qu'il produit sur les relations de pouvoir entre les classes sociales dans une situation concrète.

Nous avons pu établir que ces effets sur les rapports de classe sont déterminés avant tout par les modes d'articulation des contradictions urbaines avec les autres contradictions de la structure sociale. Ainsi, les mouvements urbains deviennent mouvements sociaux, dans la mesure où ils arrivent à être une composante d'un mouvement politique mettant en cause l'ordre social, par exemple la lutte ouvrière. Il faut donc distinguer entre l'émergence d'un syndicalisme de la consommation fondé sur des revendications directement liées au mode de répartition des biens collectifs, et le développement de la lutte de classe à partir des enjeux urbains. Cela dit, de la même manière qu'il y a une liaison étroite

entre le syndicalisme et le mouvement ouvrier révolutionnaire, il existe aussi une interaction constante entre les revendications urbaines et la contestation du mode de vie. Plus encore, dans la mesure où le gérant de la consommation collective est de plus en plus l'appareil d'État (au niveau global et au niveau local), les mouvements urbains ont tendance à mettre en cause la gestion sociale du mode de vie, concrétisée, à travers l'intervention publique, dans les équipements de base de la vie quotidienne. Alors, le rôle plus ou moins révolutionnaire des mouvements urbains dépendra dans une large mesure des capacités intégratrices de l'appareil d'État, c'est-à-dire de la masse de ressources qu'il peut consacrer à l'intégration, ainsi que du rapport de forces entre les classes, qui est à la base des formes et des orientations de la gestion des biens collectifs.

Cette liaison entre luttes urbaines et lutte politique, ce passage progressif d'une sphère de la structure sociale à une autre, voilà donc le point fondamental dans la dynamique de changement que peuvent susciter les mouvements sociaux urbains. Mais ces enchaînements successifs [121] ne dépendent pas seulement de l'enjeu objectif que représente tel ou tel problème dans une situation sociale donnée. Ils sont aussi fonction du processus même de la lutte urbaine, des agents qui y interviennent, des formes que prend leur conflit et des caractéristiques propres à ces agents. En particulier, à travers nos enquêtes, le rôle décisif de l'*organisation* dans l'orientation et l'évolution d'un mouvement social urbain nous est apparu — soit qu'elle cherche à lier les contradictions urbaines aux contradictions sociales générales, soit qu'elle cherche à les délier à travers la poursuite d'objectifs spécifiques et limités. Dans le premier cas, le mouvement urbain devient source de changement social ; dans le second, instrument de participation à l'intérieur des objectifs généraux institutionnellement dominants. Les caractéristiques de cette organisation, sa ligne d'action sont elles-mêmes soumises à des déterminants sociaux spécifiques, de même que son succès ou insuccès dans la conduite de la mobilisation sociale. Une des tâches essentielles de la recherche est donc d'expliquer les conditions sociales de ces différentes lignes d'action. *Mais c'est, en tout cas, dans cette interaction entre place de l'enjeu urbain dans la structure sociale, place du groupe social dans les rapports de classe et caractéristiques politico-idéologiques des organisations intervenantes, que se trouve le secret ultime des mouvements sociaux urbains.*

On peut ainsi commencer à comprendre comment la ville change sous l'impulsion, non des techniciens de la planification urbaine, mais sous celle du processus contradictoire des groupes sociaux et aussi comment les nouvelles questions posées par la problématique urbaine sont exprimées à travers des actions qui renouvellent les voies révolutionnaires de nos sociétés en articulant d'autres formes de conflit avec celles issues du système productif et de la lutte politique.

Voilà qui explique que notre dernier mot est au-delà de ce texte ; qu'il ne nous appartient pas. Car les mouvements [122] sociaux urbains ne sont pas seulement un thème de recherche. Ils naissent et se développent dans les faits de tous les jours, posant de nouveaux problèmes et lançant des nouveaux défis, dans un cri de vie et de lutte qui couvre les mythes technocratiques de la rationalité urbaine. Un cri qui rappelle avec force que le pouvoir urbain, lui aussi, est dans la rue.

Je remercie le Centre d'études des mouvements sociaux pour l'aide apportée dans la réalisation de ce travail. Le manuscrit du livre a été préparé par Mme Colette Didier.

[123]

## Luittes urbaines et pouvoir politique

### Table des matières

- I. Lutte de classe et contradictions urbaines : l'émergence des mouvements sociaux urbains dans le capitalisme monopolistique [5]
- II. La structure interne d'un mouvement social urbain : la lutte contre la « rénovation-déportation » dans la ville de Paris [20]
- III. Revendication urbaine et action politique dans les comités de citoyens à Montréal [47]
- IV. Mystification idéologique et contradictions sociales : le mouvement d'action écologique aux U.S.A. [69]
- V. De la prise de la ville à la prise du pouvoir : lutte urbaine et lutte révolutionnaire dans le mouvement des pobladores au Chili [91]
- VI. La conclusion est dans la rue [117]

**Fin du texte**